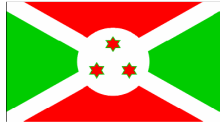


REPUBLIQUE DU BURUNDI

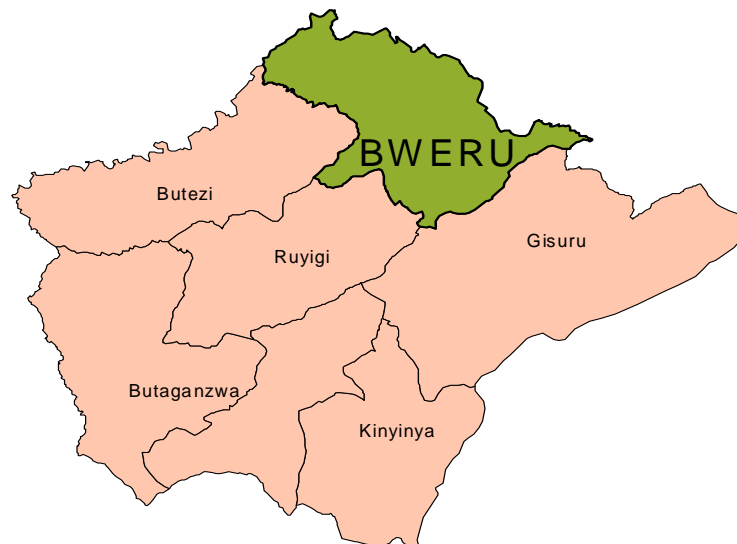


MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE BWERU



PROVINCE RUYIGI

Ruyigi, septembre 2006

TABLE DES MATIERES

	Pages
ABREVIATIONS	
PREFACE	
INTRODUCTION	
CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE	1
1.1. Situation géographique.....	1
1.2. Organisation administrative.....	1
1.3. Climat.....	3
1.4. Relief et hydrographie.....	3
1.5. Sols.....	3
1.6. Flore et faune.....	3
CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE.....	4
2.1. Population et densité.....	4
2.2. Répartition de la population	5
2.3. Evolution de la population.....	7
CHAPITRE III : AGRICULTURE	8
3.1. Généralités.....	8
3.2. Spécifications agricoles.....	8
3.3. Facteurs de production	17
3.4. Intervenants	20
3.5. Principales contraintes et actions à mener	20
CHAPITRE IV : ELEVAGE	21
4.1. Situation actuelle des effectifs du cheptel.....	21
4.2. Systèmes d'élevage et évolution des espèces.....	23
4.3. Santé animale	28
4.4. Produits et sous produits de l'élevage	30
4.5. Apiculture.....	31
4.6. Intervenants	31
4.7. Contraintes rencontrées	31
4.8. Stratégies.....	32
CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE	33
5.1. Introduction	33

5.2. Situation des étangs piscicoles.....	33
5.3. Principales contraintes.....	33
5.4. Stratégies.....	33
CHAPITRE VI : FORETS	34
6.1. Introduction.....	34
6.2. Boisements artificiels ou reboisements.....	34
6.3. Agroforesterie	36
6.4. Exploitation forestière.....	37
6.5. Aire protégée.....	39
6.6. Intervenants.....	39
6.7. Principales contraintes.....	40
CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT	41
7.1. Industrie	41
7.2. Artisanat	41
7.3. Intervenants.....	42
7.4. Contraintes.....	43
7.5. Stratégies.....	43
CHAPITRE VIII : COMMERCE ET SERVICES	44
8.1. Les échanges.....	44
8.2. Prix et unités de mesure.....	45
8.3. Le financement des activités commerciales.....	46
8.4. Les infrastructures de conservation et de stockage.....	46
8.5. Voies et modes d'évacuation.....	46
8.6. Flux.....	48
8.7. Les services.....	49
8.8. Poste et télécommunication.....	49
CHAPITRE IX : ACTION SOCIALE.....	50
9.1. Situation actuelle.....	50
9.2. Réinsertion et Réinstallation des sinistrés.....	52
9.3. Femme et prise de décision.....	52
9.4. Habitat.....	53
CHAPITRE X : SANTE	56
10.1. Situation en 2005.....	56
10.2. Données épidémiologiques.....	58
10.3. Médecine préventive.....	59
10.4. Santé de la mère et de l'enfant.....	60

10.5. Situation sur le VIH/SIDA.....	61
10.6. Situation sur les IST.....	61
10.7. Médecine traditionnelle.....	62
10.8. Intervenants.....	63
10.9. Principales contraintes et actions à mener	63
CHAPITRE XI : APPROVISIONNEMENT EN EAU.....	64
11.1. Desserte en eau potable.....	64
11.2. Réseaux d'adduction d'eau.....	65
11.3. Gestion et entretien des infrastructures d'eau.....	65
11.4. Intervenants.....	65
11.5. Principales contraintes, potentialités et perspectives.....	66
CHAPITRE XII : EDUCATION.....	67
12.1. Enseignement formel.....	67
12.2. Enseignement informel.....	73
12.3. Intervenants.....	75
12.4. Stratégies/actions à mener.....	75
CHAPITRE XIII : JEUNESSE, SPORT ET CULTURE.....	76
13.1. Jeunesse.....	76
13.2. Sports	77
13.3. Culture.....	77
13.4. Principales contraintes	78
13.5. Perspectives.....	78
CHAPITRE XIV : JUSTICE	79
14.1. Généralités	79
14.2. Justice gracieuse.....	79
14.3. Intervenants	81
14.4. Principales contraintes et actions à mener	81
CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	82
15.1. Principaux facteurs favorables au développement	82
15.2. Principales contraintes au développement	82
15.3. Stratégies et actions à développer	83
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	84
BIBLIOGRAPHIE	
ANNEXES	

ABREVIATIONS

ACF	: Action contre la Faim
AFVP	: Association Française des Volontaires du Progrès
APRS	: Appui au Programme Burundais de Réinsertion et de Réintégration des Sinitrés
BDDR	: Bureau Diocésain de Développement de Ruyigi
CDF	: Centre de Développement Familial
CDS	: Centre de Santé
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
CMD	: Cassava Mosaic Disease
CNLS	: Conseil National de Lutte contre le SIDA
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CPLS	: Comité Provincial de Lutte Contre le SIDA
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DPE	: Direction Provinciale de l'Enseignement
DPS	: Direction Provinciale de la Santé
HCR	: Haut Commissariat pour les Réfugiés
IST	: Infections Sexuellement Transmissibles
LVIA	: Association Libre des Volontaires Italiens
MST	: Maladies Sexuellement Transmissibles
OCIBU	: Office du Café du Burundi
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PADCO	: Planning and Development Collaborative International
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PSTP	: Programme Spécial des Travaux Publics
PREBU	: Programme de Réhabilitation du Burundi
RCE	: Régie Communale de l'Eau
SIDA	: Syndrome de l'Immuno Déficience Acquis
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SOPRAD	: Solidarité pour la Promotion, la Réhabilitation et l'Assistance des Démunis
SPPL	: Sous Programme Planification Locale
SWAA	: Society of Women Against Aids in Africa
TPS	: Technicien de Promotion de Santé
UNICEF	: United Nation Infant and Children Found
UPP	: Unité de Planification de la Population

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

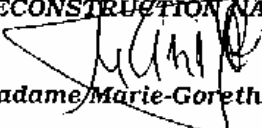
Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune Bweru.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain,...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I : DESCRIPTION GEO-PHYSIQUE

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune Bweru est située au Nord de la province de Ruyigi. Elle a une superficie estimée à 343,22 km², soit 14,6% de la province (2.338.88 km²) et 1.2% du pays (27.834 km²).

Elle est délimitée au Nord par la commune Mutumba de la province Karusi; au Sud par les communes Ruyigi et Gisuru ; à l'Est par la commune Cankuzo de la province Cankuzo et à l'Ouest par la commune Butezi.

1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

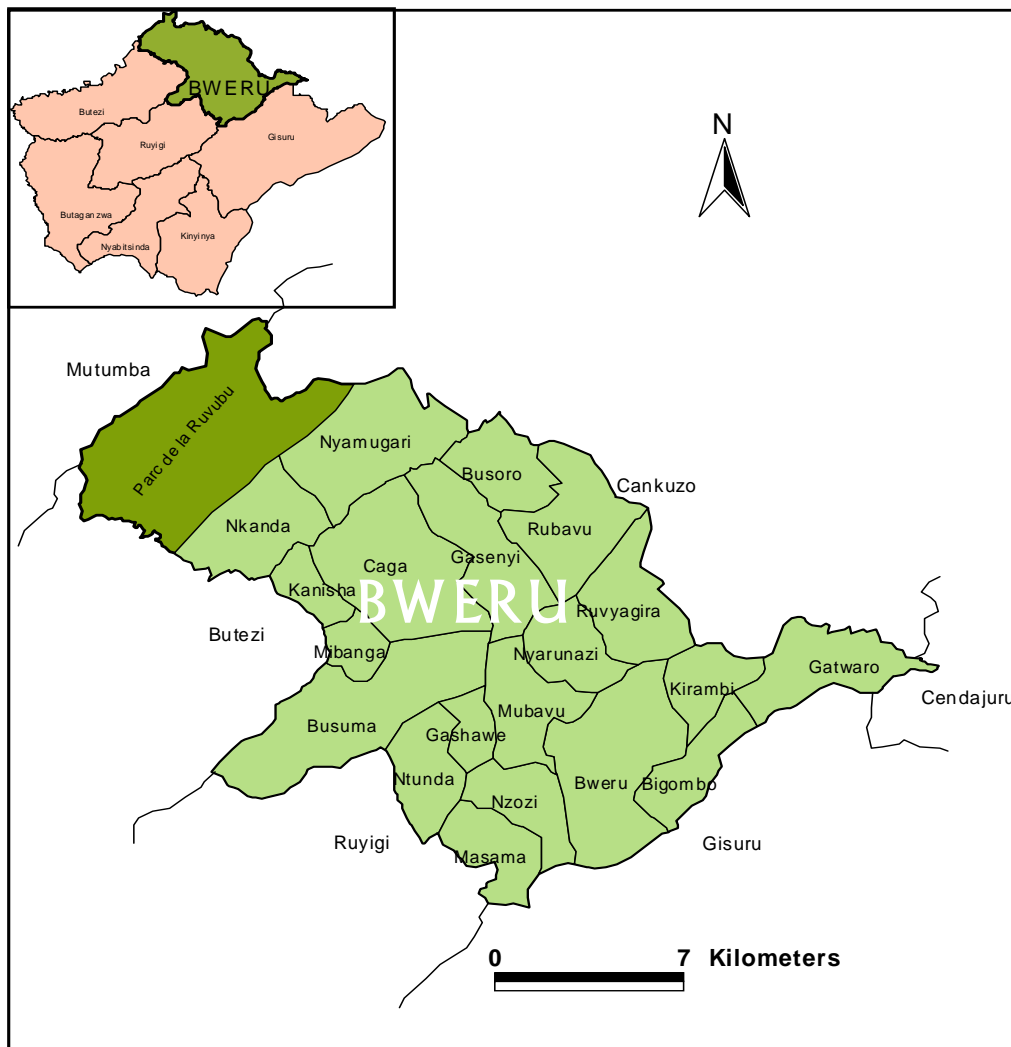
La commune Bweru est subdivisée en 4 zones et 20 collines. Il s'agit des zones et collines suivantes :

Tableau 1.1. Découpage administratif de la commune Bweru

ZONES	COLLINES
Busoro	3 collines : Busoro, Gasenyi et Rubavu.
Kayongozi	6 collines : Busuma, Caga, Kanisha, Mibanga, Nkanda, Nyamugari.
Kirambi	4 collines : Bigombo, Gatwaro, Kirambi, Ruvyagira
Mubavu	7 collines : Bweru, Gashawe, Masama, Mubavu, Ntunda, Nyarunazi, Nzozi.
Total	20 collines

Source : MISP/Découpage Administratif du Burundi/décembre 2005

Carte de découpage administratif de la commune



1.3. CLIMAT

La commune Bweru est située dans la région naturelle de Buyogoma qui se caractérise par une altitude moyenne comprise entre 1.500 et 1.700 m, une pluviométrie moyenne annuelle d'environ 1.200mm, les températures moyennes se situant entre 11°C et 26°C.

1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE

1.4.1. Relief

Cette commune est située dans le Buyogoma dont le relief est caractérisé par des pentes relativement faibles.

1.4.2. Hydrographie

En terme d'hydrographie, la commune est irriguée par les rivières Kayongozi, Ruvubu et Ruru.

1.5. SOLS

Les sols de la Région de Buyogoma accusent une forte tendance à l'acidité. Sur les pentes, les sols sont peu profonds et très exposés à l'érosion.

1.6. FLORE ET FAUNE

1.6.1. Flore

Elle est constituée de :

- Savanes arbustives et arborescentes à *Parinari curatellifolia* et *Pericopsis angolensis* ;
- Savanes herbeuses à *Loudetia simplex* ;
- Marais à *Papyrus cyperus* ;
- Galeries forestières inondables.

1.6.2. Faune

La faune y est riche et variée surtout pour la partie de la commune qui touche sur le Parc National de la Ruvubu.

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

2.1. POPULATION ET DENSITE

La présente étude prend en considération les projections démographiques 2003-2010 réalisées par l'Unité de Planification de la Population (UPP) en se basant sur les taux d'accroissement naturels spécifiques à chaque province considérés constants au cours de la période 1990-2010. Le taux d'accroissement pour la province Ruyigi est 0,037.

Selon l'UPP, en 2005, la population de la commune Bweru est estimée à 43.554 habitants, soit 11,8% de la population totale de la province (366.588). Cette population est répartie sur une superficie de 343,22 km² ; d'où sa densité moyenne de 127 habitants/km.

Tableau 2.1. Répartition et densité de la population par commune (2005)

Communes	Population totale	Superficie en km ²	Densité (hab/km ²)
Butaganzwa	70.380	341,28	206
Butezi	41.902	334,06	125
Bweru	43.554	343,22	127
Gisuru	75.177	535,20	140
Kinyinya	40.888	267,30	153
Nyabitsinda	37.295	228,74	163
Ruyigi	57.392	289,08	199
Total	366.588	2.338,88	157

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

2.2. REPARTITION DE LA POPULATION

Tableau 2.2. Répartition de la population par groupes d'âges et par sexes (2005)

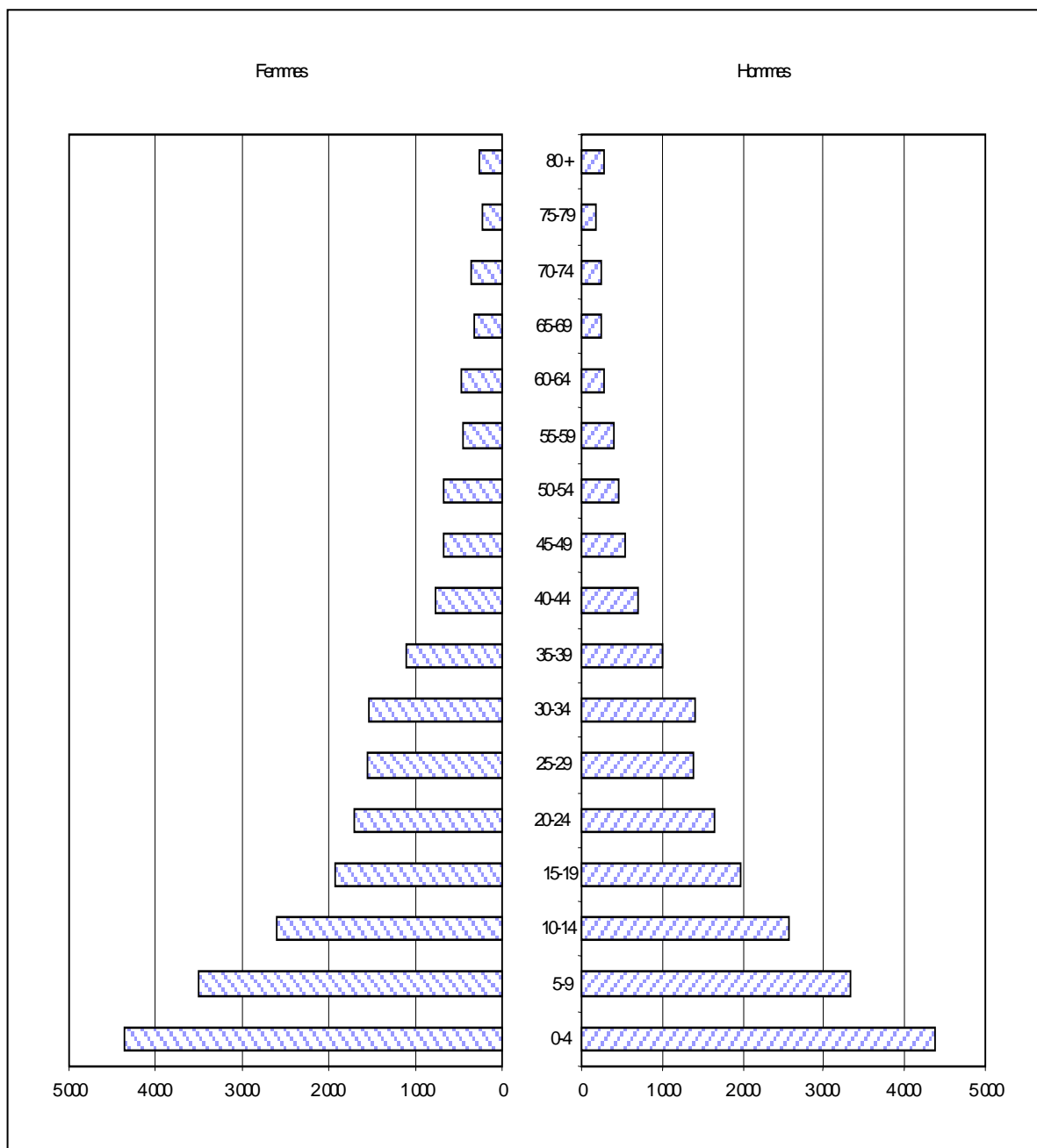
Groupes D'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	4 383	4 362	8 745
5-9	3 329	3 498	6 827
10-14	2 577	2 612	5 189
15-19	1 968	1 923	3 891
20-24	1 654	1 706	3 360
25-29	1 386	1 554	2 940
30-34	1 410	1 536	2 946
35-39	1 009	1 107	2 116
40-44	701	761	1 462
45-49	546	678	1 224
50-54	467	667	1 134
55-59	398	458	856
60-64	286	467	753
65-69	246	316	562
70-74	242	356	598
75-79	186	219	405
80 +	283	263	546
Total	21 071	22 483	43 554

Source : MININTER/UPP/avril 2006

En se référant au tableau 2.2, « la répartition de la population par groupes d'âges » et à la pyramide des âges (graphique 1), il se dégage que :

- Les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Elles représentent 51,6% de la population ;
- La population de la commune est extrêmement jeune : 28.012 soit 64,3 % de la population sont âgés de moins de 25 ans (cfr pyramide des âges);
- Les personnes âgées de plus de 60 ans ne représentent que 6,5% de la population totale ;
- La population active est estimée à 20.682 (47,4 %) dont 10.857 femmes (24,9 %) et celle à charge est de 22.872 dont 11.626 femmes (26,6%).

Graphique 1 : Pyramide des âges



2.3. EVOLUTION DE LA POPULATION

Les projections démographiques pour l'année 2010 réalisées par l'UPP du Ministère de l'Intérieur sont présentées dans le tableau 2.3.

Les perspectives de l'an 2010 indique que la population de la commune Bweru atteindrait environ 50.952 habitants ; soit une croissance d'environ 17% entre 2005 et 2010.

Tableau 2.3. Evolution de la population de 2005 à 2010

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Communes								
Butaganzwa	66 138	68 235	70 380	72 629	74 932	77 307	79 757	82 286
Butezi	39 266	40 511	41 902	43 120	44 487	45 897	47352	48 853
Bweru	40 953	42 251	43 554	49 972	46 398	47 869	49386	50 952
Gisuru	70 264	72 863	75 177	77 556	80 014	82 550	85167	87 867
Kinyinya	38 406	39 623	40 888	42 175	43 512	44 892	46315	47 782
Nyabitsinda	35 732	36 865	37 295	39 239	40 483	41 766	43090	44 456
Ruyigi	53 914	55 623	57 392	59 205	61 082	63 019	65016	67 077
Total de la province	345 032	355 970	366 588	378 896	390 907	403 298	416083	429 273

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

CHAPITRE III : AGRICULTURE

3.1. GENERALITES

L'agriculture pratiquée dans la commune Bweru est traditionnelle et se caractérise par des exploitations de petites tailles (en général moins de 50 ares), un outillage rudimentaire et une main d'œuvre constituée par les membres du ménage. La production est destinée avant tout à l'autoconsommation et le surplus au marché.

L'association des cultures est le mode de culture prédominant avec des associations de trois à quatre cultures.

Les engrais chimiques, les produits phytosanitaires sont d'usage rare.

Les travaux champêtres reposent essentiellement sur la femme dont les interventions vont de la préparation du sol jusqu'à la commercialisation, en passant par le semis, le sarclage, l'entretien, la récolte et la transformation.

Les spéculations agricoles sont regroupées en cultures vivrières, industrielles, maraîchères et fruitières.

3.2. SPECULATIONS AGRICOLES

3.2.1. Cultures vivrières

Selon la DPAE/Ruyigi, les principales cultures vivrières de la commune de Bweru sont par ordre d'importance : la banane, le manioc, la patate douce, la pomme de terre, le maïs, le haricot et le riz.

D'autres cultures vivrières sont également exploitées à Bweru, mais à faible échelle. Il s'agit du sorgho, de l'éleusine, du pois cajan et du petit pois. La faiblesse de leur niveau de production ne nécessite pas encore une analyse approfondie dans le cadre d'une stratégie pour la sécurité alimentaire.

3.2.1.1. Importance relative de la production des vivriers de la commune

En comparant la production relative des différentes communes de la province Ruyigi (tableau 3.1.), il ressort que la commune Bweru est la **troisième** commune productrice des vivriers de la province. En effet, cette commune a produit, en 5 ans, une moyenne de 82.167 tonnes de vivriers, soit 15% du total des vivriers produits au cours de la même période dans la province (554.182 tonnes).

Concernant les cultures vivrières, la commune Bweru est la **première** productrice de la banane et de la patate douce avec respectivement 17,8% (43.650T), 24% (11.548 T) de la production provinciale.

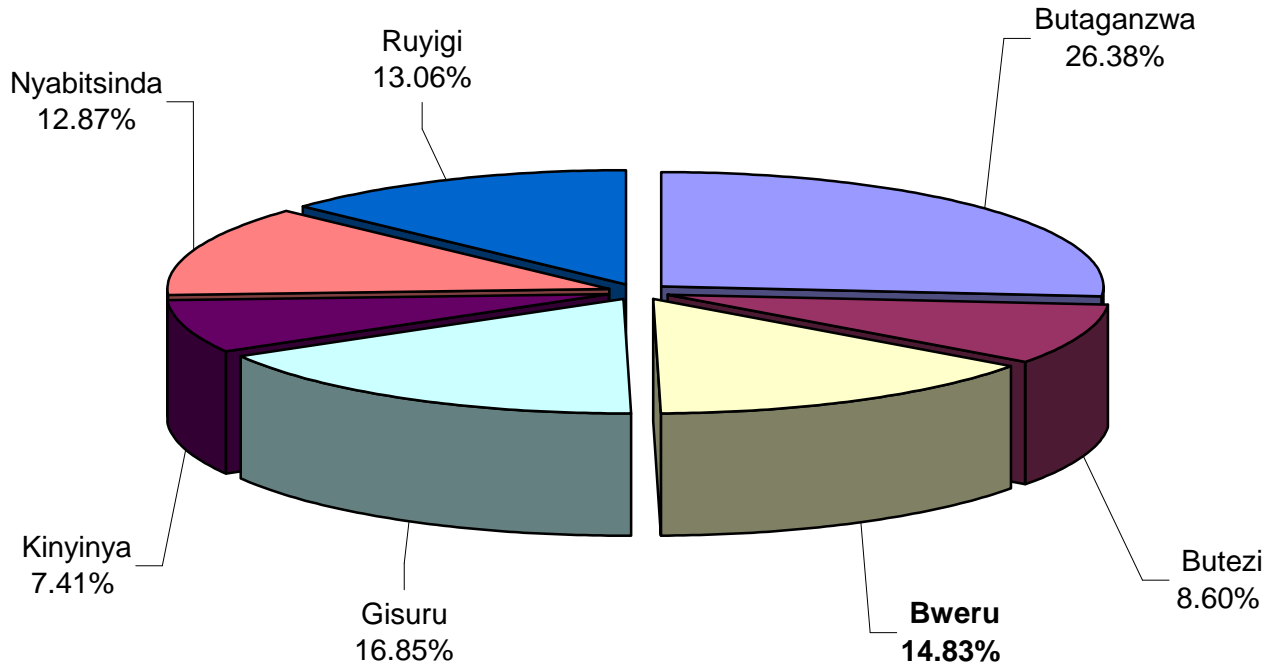
Tableau 3.1. Productions moyennes des cultures par communes (2001-2005)/Tonnes

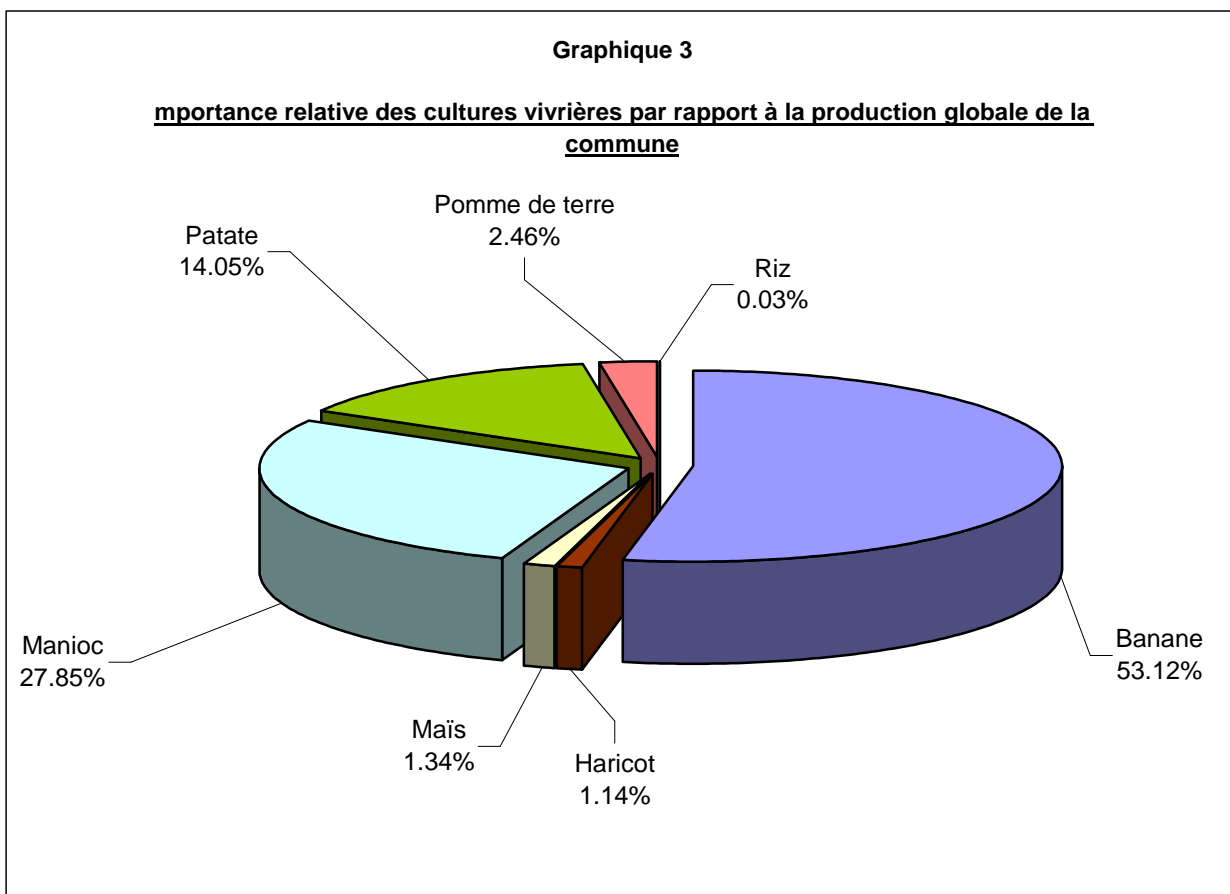
Cultures Communes	Banane	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Riz	Total moy Commune	Prop.	Classe ment
Butaganzwa	41.023	13.803	503	75.649	8.735	6.464	1	146.178	26%	1^{er}
Butezi	25.116	1.361	37	14.859	5.795	469	2	47.639	9%	6^{ème}
Bweru	43.650	934	1.105	22.883	11.548	2.025	22	82.167	15%	3^{ème}
Gisuru	41.684	3.486	1.389	39.373	6 674	346	438	93.390	17%	2^{ème}
Kinyinya	28.355	755	1.531	5.036	3.390	-	2.010	41.077	7%	7^{ème}
Nyabitsinda	26.153	4.428	776	28.905	5.921	-	5.167	71.350	13%	5^{ème}
Ruyigi	38.415	3.939	660	23.336	5.929	85	17	72.381	13%	4^{ème}
Province	244.396	28.706	6.001	210.041	47.992	9.389	7.657	554.182	100%	
Proportion	44%	5%	1%	38%	9%	2%	1%	100%		
Classement	1er	4 ^{ème}	7 ^{ème}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	5 ^{ème}	6 ^{ème}			

Source : DPAE Ruyigi mars 2006

Graphique 2

Production des cultures vivrières de la commune Bweru comparée aux productions des autres communes en %





3.2.1.2. Production des cultures vivrières

En se référant au tableau 3.2, l'importance relative des principales cultures dans la commune se présente de la manière suivante : **première** : banane avec 53% des vivriers de la commune; **deuxième** : manioc avec 28%; **troisième** patate douce avec 14%; **quatrième** : pomme de terre avec 3%; **cinquième** : maïs avec 1%; **sixième** : haricot avec 1% et **septième** : riz avec une production insignifiante..

a) Banane

La commune Bweru est la **première** commune productrice de banane avec une production annuelle de 42.650 tonnes, soit 18% de la banane provinciale.

La banane est également la **première** culture dans la commune au point de vue de sa production moyenne. Elle contribue annuellement pour 53% dans la production totale des vivriers de la commune.

La production de la banane a fortement diminué ; une chute de 61% entre 2001 et 2005, chute consécutive aux attaques de la Furariose.

La banane est cultivée sur toute l'étendue de la commune et constitue une plante très précieuse pour la population.

En effet, la banane à fruit féculent ou « Igisahira » est consommée bouillie, grillée ou frites. Cette variété ne jaunit pas à maturité ; tandis que la banane à bière est récoltée après maturité puis soumise à l'ensilage pour la fabrication de la bière appelée « Isongo ». La banane douce consommée comme dessert comprend des sous-variétés dont la banane naine dénommée « Akamaramasenge » et une autre grande appelée « Ikigurube ».

La banane tend à remplacer le manioc qui disparaît de plus en plus sous l'effet de la Mosaïque.

b) Manioc

Sur le plan provincial, Bweru est la **cinquième** commune productrice du manioc avec une production annuelle de 22.883 tonnes, soit 11% de la production totale du manioc de la province.

Dans la commune elle-même, le manioc occupe la **deuxième** place avec une contribution annuelle de 28% dans la production totale des vivriers de la commune (Cfr. Fig.1).

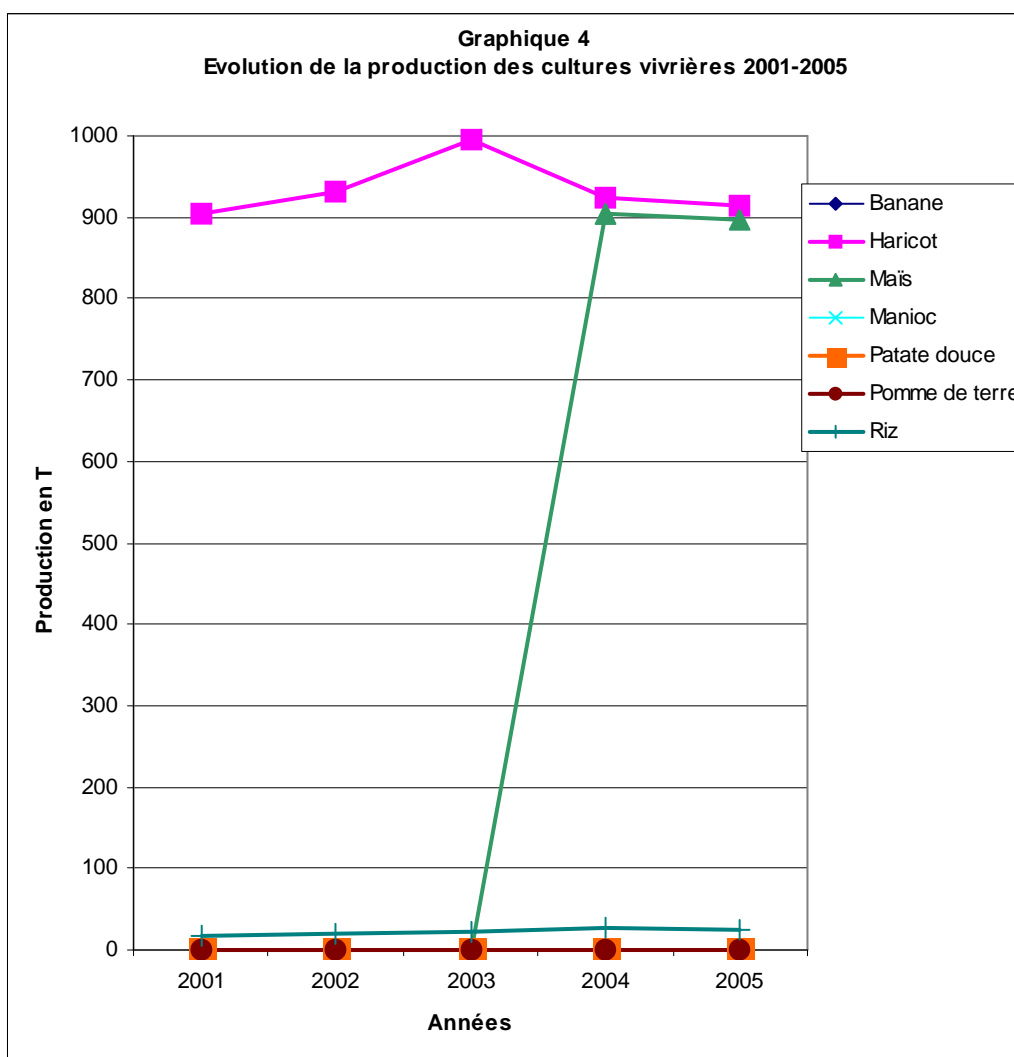
Le manioc a connu une chute de 24% entre 2001 et 2005. Cette chute est justifiée par l'attaque du manioc par la « Mosaïque » ou « Cassava Mosaic Disease (CMD), une maladie virale qui attaque ses feuilles en perturbant le processus de la photosynthèse.

Le manioc est omniprésent dans toute la commune et constitue l'aliment de base le plus consommé par toute la population. Sa variété « amère » se consomme sous forme de farine pétrie appelée « Ubugari » ; tandis que la variété « douce », elle, se consomme sous forme de tubercule cuite, grillée voire crue. Les feuilles de manioc (Isombe) constituent une légume très appréciée.

Tableau 3.2. Evolution des cultures dans la commune 2001-2005 (tonnes)

Années	2001	2002	2003	2004	2005	Total	Prod. Moy.	Prop en %	Classement	Ecart	Taux d'accroissement en %
Banane	62.131	53.149	52.079	26.472	24.419	218.250	43.650	53	1 ^{er}	-37.712	- 61
Haricot	905	932	995	925	915	4.672	934	1	6 ^{ème}	10	1
Maïs	1.208	1.242	1.274	905	896	5.525	1.105	1	5 ^{ème}	- 312	- 26
Manioc	24.156	24.848	25.472	21.480	18.460	114.416	22.883	28	2 ^{ème}	- 5.696	- 24
Patate douce	12.078	12.424	12.736	10.300	10.200	57.738	11.548	14	3 ^{ème}	- 1.878	- 16
Pomme de terre	2.416	2.485	2.416	1.405	1.402	10.124	2.025	3	4 ^{ème}	- 1.014	- 42
Riz	16	20	21	28	25	110	22	0	7 ^{ème}	9	56
Prod.totale annuelle	102.910	95.100	94.993	61.515	56.317	410.835	82.167	100		-46.593	- 45

Source : DPAE Ruyigi mars 2006



c) Patate douce

Bweru est la **première** commune productrice de la patate douce de la province avec sa production moyenne annuelle de 11.548 tonnes. Cette commune contribue à hauteur de 24% dans la production totale de la patate douce de la province.

La patate douce occupe la **troisième** place au point de vue importance dans la production totale des vivriers de la commune avec une contribution annuelle de 14%.

La production de la patate douce a connu une diminution de 16% entre 2001 et 2005.

Cette diminution de la production a été causée par la marbrure, une maladie qui assèche les boutures.

d) Pomme de terre

Bweru est la **deuxième** commune productrice de la pomme de terre de la province avec 2.025 tonnes par an, soit 22%.

La pomme de terre est la **quatrième** culture dans la commune en termes d'importance relative.

Elle contribue annuellement pour 3% dans la production totale des vivriers de la commune.

Sa production a cependant connu une chute vertigineuse entre 2001 et 2005 ; une chute de 42% qui se justifie par la sécheresse qui a sévi ces dernières années.

Au même titre que la banane et le manioc, la patate douce constitue également un aliment de base pour la population de Gweru.

La culture de la patate douce est peu exigeante au point de vue climat, sol et entretien. Elle est appréciée par les agriculteurs pour sa facilité de culture et son cycle végétatif relativement court.

Plusieurs variétés sont connues, certaines pour leur précocité et d'autres pour la mise en valeur des terres vierges.

Les patates douces sont parfois grignotées crues, mais le plus souvent cuites sous la cendre (grillées) ou bouillies avec le haricot.

e) Maïs

Le maïs, avec ses 1.105 tonnes par an, Bweru contribue pour 18% dans la production totale du maïs provincial. Ce qui lui confère la **troisième** place en tant que commune productrice du maïs dans la province.

Le maïs est la **cinquième** culture au point de vue de la production des cultures vivrières de la commune avec une production moyenne annuelle de 1% de la production communale.

Cette denrée a également connu une décroissance à cause de la sécheresse des dernières années et des maladies comme la chenille foreuse des tiges et la maladie de bande. La production du maïs a chuté de 26% entre 2001 et 2005.

Le maïs n'intervient pas dans le régime alimentaire de la population. Il est consommé sous forme de graines fraîches grillées ou bouillies ainsi que sous forme de pâte.

f) Haricot

La commune Bweru produit annuellement 934 tonnes de haricot. Ce qui représente 3% de la production totale du haricot de la province. Cette situation place la commune Bweru en **sixième** position quant à la production totale du haricot de la province.

Le haricot est la **sixième** culture dans la commune en terme d'importance relative. Il contribue annuellement pour 1% dans la production totale des vivriers de la commune.

La production du haricot a connu une augmentation de 1% entre 2001 et 2005.

La demande de cette denrée par les commerçants de Rutana, de Gitega et de Ruyigi est très forte.

Le haricot est la légumineuse la plus répandue et compte parmi les aliments de base des populations. En effet, le haricot est présent dans tous les repas quotidiens des ménages tant ruraux qu'urbains. Il constitue ainsi une bonne source des protéines.

g) Riz

Bweru est la **quatrième** commune productrice de riz. Elle contribue annuellement avec moins de 1% dans la production provinciale du riz.

Le riz est la **septième** culture au point de vue de sa production qui est insignifiante dans la commune.

Entre 2001 et 2005, le riz a augmenté de 56% suite à la sensibilisation de la DPAE pour le développement de la riziculture dans le Buyogoma.

3.2.2. Cultures industrielles

La seule culture industrielle pratiquée dans la commune est le caféier, mais la commune en demeure une zone marginale. C'est pour cette raison que l'OCIBU et la SOGESTAL y sont absents. L'encadrement des caféiculteurs est assuré par la DPAE.

Le café est vendu aux commerçants en provenance de Ruyigi, Gitega et Cankuzo.

3.2.3. Cultures maraîchères

Les cultures maraîchères rencontrées sont : les amarantes (Irenga renga), le chou blanc, la tomate, l'oignon, l'aubergine, la carotte et le poireau.

Il est à déplorer que la production de ces cultures est mal connue par manque d'un système de collecte de données et des structures d'exploitation organisées.

3.2.4. Cultures fruitières

Les principales variétés rencontrées sont les manguiers, l'avocatier, le papayer, le goyavier et les orangers.

Les modes de production sont généralement rudimentaires, la plupart des arbres fruitiers étant plus le résultat de la germination spontanée de graines et noyaux jetés que du semis au sens propre.

Les quantités des fruits produits et commercialisés sont très mal connues. La production est consommée à l'intérieur de la commune et une petite quantité est exportée vers les communes et provinces voisines.

3.3. FACTEURS DE PRODUCTION

Il s'agit essentiellement de la terre, de la main d'œuvre et des intrants agricoles (semences améliorées, fertilisants, produits phytosanitaires, ...), de l'encadrement technique des agriculteurs (vulgarisation agricole) et du financement des activités agricoles (crédits).

3.3.1. Disponibilité des terres

Outre les vastes étendues des terres non occupées suite à sa faible densité, la commune de Bweru détient 23 marais aménageables totalisant 780 ha dont seulement 103 ha, soit 13,2% sont aménagés.

Les 677 ha non encore aménagés constituent une bonne potentialité pour l'extension des terres à emblaver.

Tableau 3.3 : Superficies des marais par communes de Ruyigi

Communes	Superficie des marais en mars 2006 (ha)				Proportions %
	Superficie totale des marais	Superficies totales aménageables	Superficies totales aménagées	Superficies totales disponibles à aménager	
Butaganzwa	580	580	35	545	5,79%
Butezi	92	92	20	72	0,76%
Bweru	780	780	103	677	7,19%
Gisuru	3.570	3.570	30	3.540	37,60%
Kinyinya	3.333	3.333	146	3.187	33,85%
Nyabitsinda	533	533	125	408	4,33%
Ruyigi	1.117	1.117	130	987	10,48%
Total	10.005	10.005	589	9.416	5,8%

Source: DPAE Ruyigi/ mars 2006

Le tableau 3.4 identifie la localisation des marais dans la commune.

Tableau 3.4 : Situation des marais de la commune de Bweru

Nom du bassin versant	Nom du marais	Superficie en ha	Superficie aménagée
Kayongozi	Sinkangwa	22	-
Kayongozi	Gisenyi	50	-
Kayongozi	Mugabo	25	-
Kayongozi	Karari	30	-
Kayongozi	Mukibingo	20	-
Kayongozi	Mukinyambere	35	19
Kayongozi	Gasasa	10	-
Ntaruka	Gishuha	10	-
Ntaruka	Ntaruka	35	-
Ruru	Ruru	35	-
Ruru	Ruhingira	20	-
Sanzu	Cinywere	51	14
Sanzu	Mugomera	20	20
Kayongozi	Rusumo	50	-
Kayongozi	Kayongozi	150	-
Kayongozi	Mwiyanike	15	-
Kayongozi	Mugezi	30	-
Kayongozi	Nyamugongo	30	-
Kayongozi	Nyamarebe	80	50
Kayongozi	Mutsinda	15	-
Sanzu	Nyagasiga	12	-
Sanzu	Kadahokwa	20	-
Sanzu	Kiryama	15	-
Total		780	103

Source : Agronome communal mars 2006

3.3.2. Main d'œuvre

La main d'œuvre utilisée dans l'agriculture est pratiquement familiale et non rémunérée.

La plupart de jeunes, devant la famine qui s'est installée depuis deux ans, traversent la frontière pour s'installer en Tanzanie en quête d'emploi.

Les facteurs qui concurrencent à cet exode sont l'absence, dans la commune, d'activités génératrices de revenus, l'oisiveté et les conditions sociales très difficiles, ...

3.3.3. Intrants agricoles

3.3.3.1. Les semences et boutures

Les besoins en semences et boutures de la commune demeurent toujours insatisfaits. Les semences et boutures améliorées font défaut. Les agriculteurs recourent aux semences tout venant et souvent dégénérées.

Cette situation est due aux difficultés financières et de fonctionnement que connaît la DPAAE, jadis commise aux tâches de multiplication et de distribution des semences.

En outre, le centre semencier de 20 ha que détient la commune ne fonctionne plus par manque de financement. Il était destiné à la production des semences améliorées de la pomme de terre, du haricot, du maïs et de la patate douce.

3.3.3.2. Engrais et produits phytosanitaires

Bien que les besoins en ces intrants soient réels pour restituer la fertilité et lutter contre les attaques des insectes et les maladies des cultures. Leur utilisation n'est pas courante dans la commune comme dans toute la province d'ailleurs, car ils ne sont pas disponibles ou très coûteux quand on les trouve.

3.3.4. Encadrement technique (vulgarisation agricole)

Le corps des moniteurs agricoles a été remis en place avec de nouvelles recrues en avril 2006. Les moniteurs agricoles constituent le noyau le plus important de la vulgarisation, car proches des agriculteurs.

Selon la DPAAE/Ruyigi, l'effectif est au complet au niveau de la commune : 1 Agronome communal, 4 assistants de zone et 20 moniteurs agricoles.

Cependant, malgré la présence des ressources humaines aussi importantes, l'encadrement des agriculteurs et éleveurs par cette structure reste inopérant depuis quelques années à cause de :

- La démotivation consécutive à la modicité des salaires ;
- Le manque de moyens d'intervention dont les moyens de déplacement ;
- Le manque de recyclage des agents de terrain ;

- Le manque d'outils de travail : papier, outils tels que la chaîne d'arpenteur...
- Le manque de moyens de déplacement.

3.3.5. Financement des activités agricoles

L'unique COOPEC de la commune n'accorde pas de crédits aux agriculteurs, ces derniers ne présentent aucune garantie contrairement aux fonctionnaires qui en sont les bénéficiaires privilégiés.

3.4. INTERVENANTS

- SOPRAD qui aide dans la distribution des semences de haricot ;
- FAO pour la distribution des semences (plants de bananier in vitro, sorgho) ;
- DPAA s'occupe de l'encadrement technique des agriculteurs.

3.5. PRINCIPALES CONTRAINTES ET ACTIONS A MENER

3.5.1. Contraintes rencontrées

- Le manque de semences sélectionnées en quantité suffisante ;
- Le manque du fumier ;
- La distribution tardive des semences ;
- Le manque de produits phytosanitaires;
- Les perturbations climatiques ;
- Le coût élevé des engrais chimiques et produits phytosanitaires ;
- Manque de moyens de déplacement pour le personnel d'encadrement
- Le manque de crédit.

3.5.2. Stratégies/actions à mener

- Faciliter l'acquisition des semences sélectionnées et autres intrants (engrais, produits phytosanitaires);
- Réhabiliter le centre semencier,
- Octroyer de crédits aux agriculteurs et commerçants

CHAPITRE IV : ELEVAGE

INTRODUCTION

L'élevage de cette commune se caractérise par la prédominance des animaux de races locales et par la prédominance du système d'élevage traditionnel extensif dont les particularités résident dans l'alimentation des animaux par des pâturages naturels pour le gros bétail et dans la débrouille en divagation pour le petit bétail et la volaille.

Concernant la santé animale, la commune éprouve des difficultés dans l'approvisionnement en produits et matériels vétérinaires ; alors que le bétail est régulièrement frappé par différentes maladies parasitaires, virales et bactériennes.

Les infrastructures zoo-sanitaires sont totalement délabrées et le personnel soignant insuffisant avec comme conséquence un encadrement des éleveurs non performant.

Outre son insuffisance à tous les niveaux, le personnel est démotivé à cause de la modicité de salaire, par le manque d'outils de travail, le moyens de déplacement, le manque de recyclage...

4.1. SITUATION ACTUELLE DES EFFECTIFS DU CHEPTEL

Les données chiffrées utilisées dans les analyses ci-dessous proviennent des estimations fournies par les services de l'élevage tant au niveau provincial que déconcentré.

4.1.1. Importance numérique par rapport à la province

En se référant au tableau 4.1 « Situation du cheptel en province de Ruyigi », la commune Bweru a enregistré, en 2005, 12.370 têtes d'animaux, soit 10% du cheptel de la province. Cette fraction lui confère la **quatrième** position en terme de l'importance numérique des têtes d'animaux de la province.

Avec ses 1.873 bovins, soit 24 % des bovins de la province, la commune Bweru vient en tête (**première**) quant à l'importance numérique des vaches de la province.

Pour les autres espèces, la commune se positionne, sur le plan provincial, **quatrième** pour la volaille (11%) ; **cinquième** pour les ovins (13%) et les caprins (8%) ; **septième (dernière)** pour les porcs.

4.1.2. Importance numérique de chaque espèce dans la commune

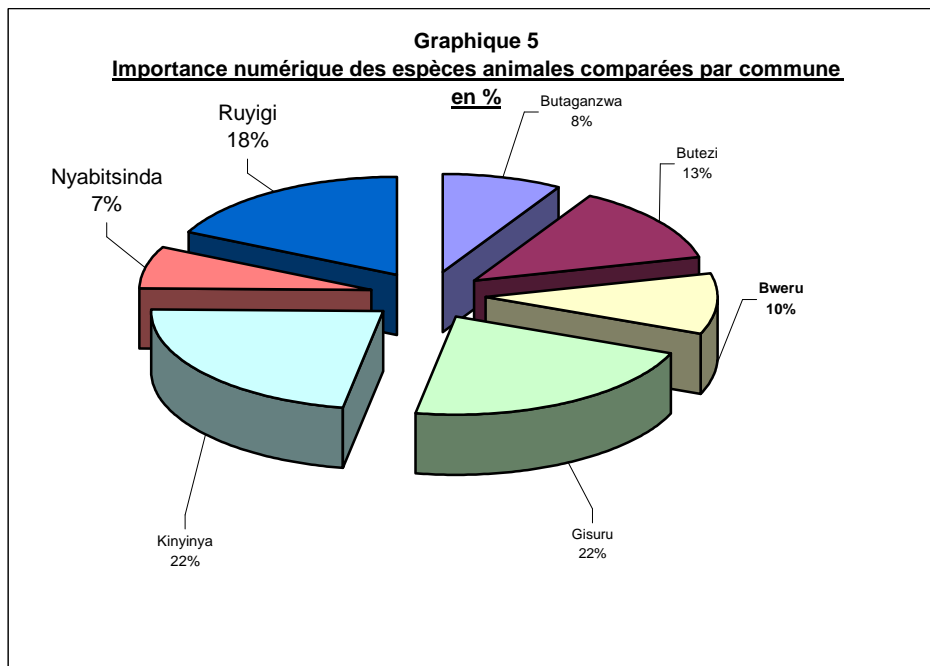
Sur le plan de la commune, l'importance numérique se présente de la manière suivante :

Première espèce : caprin avec 5.501 têtes, soit 44% du cheptel total de la commune (12.370 têtes); **deuxième** : volaille avec 34% ; **troisième** : bovin avec 15% ; **quatrième** : Ovins avec 7% et la **dernière** espèce : porcins.

Tableau 4.1. Situation du cheptel en province Ruyigi (2005)/Têtes

Espèces	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles	Total
Commune						
Butaganzwa	909	619	6.760	165	1.822	10.275
Butezi	1.017	1.025	9.716	211	3.884	15.853
Bweru	1.873	814	5.501	18	4.164	12.370
Gisuru	830	1.247	12.344	1.311	11.374	27.106
Kinyinya	1.470	1.351	15.417	449	9.261	27.948
Nyabitsinda	243	334	4.099	273	3.357	8.306
Ruyigi	1.628	841	14.232	129	5.401	22.231
Total	7.970	6.231	68.069	2.556	39.263	124.089

Source : DPAE/Ruyigi 2005



4.2. SYSTEME D'ELEVAGE ET EVOLUTION DES ESPECES

4.2.1. Les bovins

4.2.1.1. Système d'élevage

Le système d'élevage est extensif traditionnel. Les troupeaux sont de petites dimensions, environ 10 têtes chacun.

A l'exception de 36 bovins de race améliorée recensés dans la commune, tous les bovins de race locale « *Ankole* », sont nourris par de pâturages naturels où ils sont quotidiennement conduits et gardés par des bouviers (Abungere).

Il s'agit d'animaux peu productifs, mais qui présentent l'avantage de résister aux mauvaises conditions d'élevage et aux maladies tropicales.

En matière de soins de santé, les animaux ne bénéficient que peu et même pas du tout des soins préventifs et curatifs par manque des médicaments vétérinaires et quand ces derniers sont disponibles, leurs coûts sont très élevés ne permettant pas aux éleveurs d'y accéder.

L'élevage des bovins n'est pas pratiqué pour des raisons commerciales, mais pour le prestige social. Il constitue en soi une épargne oisive pour résoudre certains problèmes auxquels l'éleveur accorde une importance vitale (dot, retour de dot, amende, grandes cérémonies, frais scolaires et de santé, etc...).

4.2.1.2. Effectifs

Les bovins de la commune Bweru représentent 24% de tous les bovins de la province Ruyigi. Ce qui place cette commune en **première** position quant au nombre de bovins de la province.

Troisième en importance numérique dans la commune, cette espèce représente seulement 15% du cheptel de la commune.

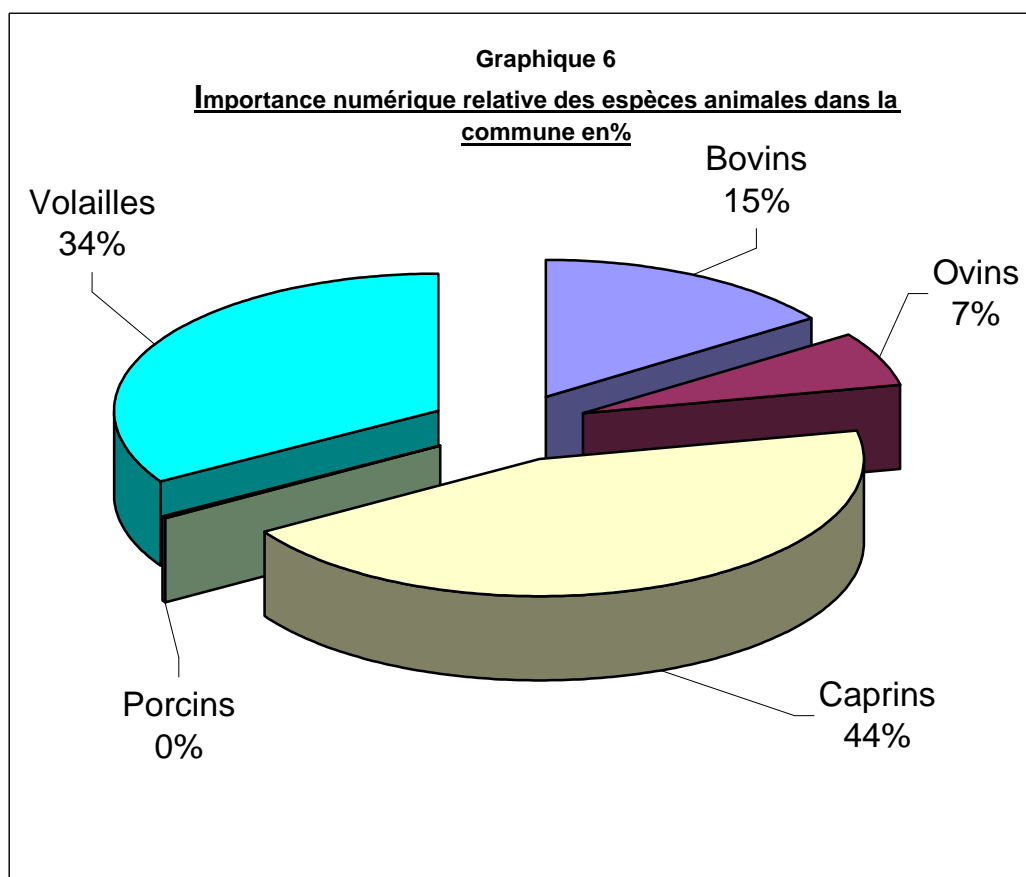
Les effectifs des bovins de la commune ont accusé un taux de croissance de 44% entre 2001 et 2005.

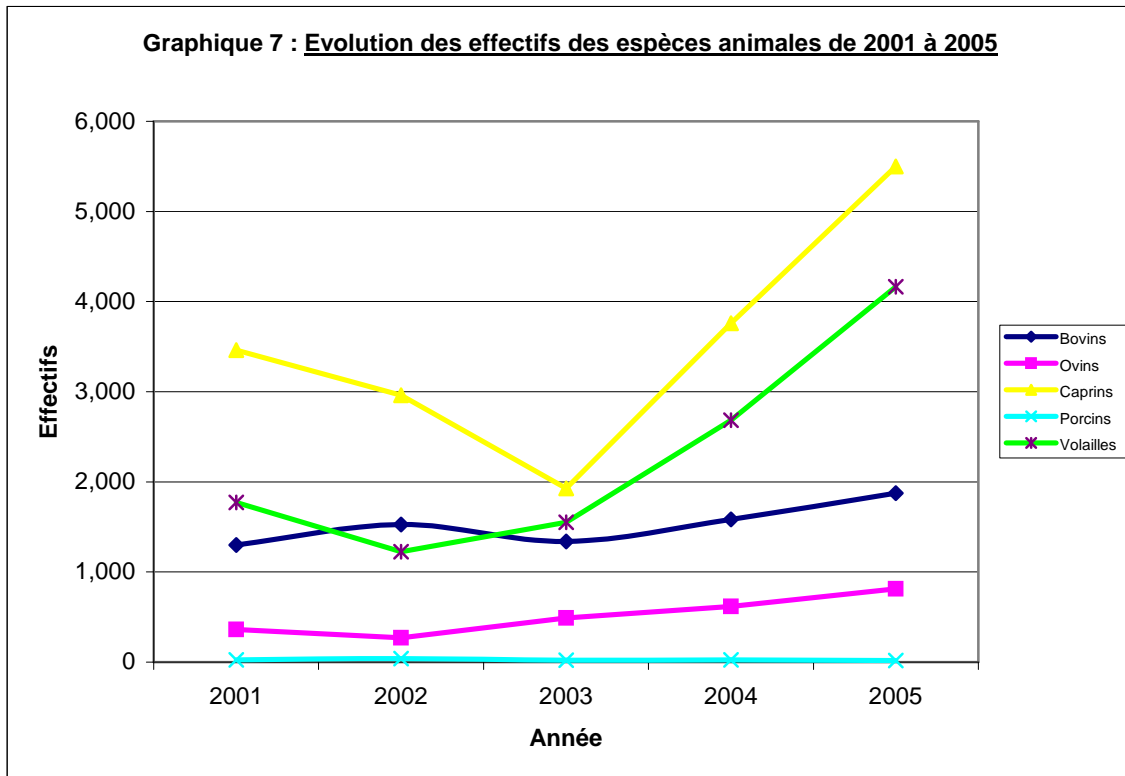
Cette croissance s'explique par le retour de la paix dans la commune. La plupart d'éleveurs ont entrepris le repeuplement de leurs troupeaux en achetant de nouveaux animaux à partir du marché du bétail de Mishiha, en province Cankuzo, ou à partir de la Tanzanie voisine.

Tableau 4.2 : Evolution des espèces animales (2001-2005)

Années	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	%
Espèces							
Bovins	1.299	1.526	1.340	1.583	1.873	574	44
Ovins	361	271	491	618	814	453	125
Caprins	3.463	2.961	1.929	3.758	5.501	2.038	59
Porcins	24	40	21	24	18	-6	-25
Volaille	1.773	1.226	1.552	2.683	4.164	2.391	135
Total	6.920	6.024	5.333	8.666	12.370	5.450	79

Source : DPAE/Ruyigi





4.2.2. Les ovins

4.2.2.1. Système d'élevage

Les ovins sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel et souvent concomitamment avec les bovins ; les moutons accompagnant le gros bétail aux pâturages.

Ces animaux sont laissés en divagation toute la journée, soit attachés dans les exploitations agricoles et regagnent leurs abris au coucher du soleil.

Les animaux ne sont ni nourris ni soignés par leurs propriétaires. En divagation, ils se nourrissent de la verdure, écorces...qu'ils rencontrent sur leur passage.

Les moutons n'ont pas de valeur économique ni sociale pour l'éleveur qui ne leur accorde pas beaucoup d'attention

4.2.2.2. Effectifs

Bweru occupe la **cinquième** place dans la province quant à l'importance numérique des moutons avec 814 têtes, soit 13% des moutons de la province.

Les ovins occupent la **quatrième** position quant à l'importance numérique. Ils représentent 7% du cheptel de la commune.

Leurs effectifs ont passé de 361 unités en 2001 à 814 unités en 2005, accusant ainsi un taux d'accroissement positif de 125%.

Cette importante augmentation des ovins est due au fait que la population de Bweru mange de plus en plus le mouton et le vend aux communautés musulmanes.

4.2.3. Les caprins

4.2.3.1. Système d'élevage

Les chèvres ne sont pas non plus l'objet d'élevage à proprement parler. Ces animaux sont laissés en divagation toute la journée, soit attachés dans les exploitations agricoles et regagnent leurs abris au coucher du soleil.

Dans les collines où les exploitations ne sont pas éloignées des habitations, les chèvres, sont attachées à un piquet autour duquel elles broutent l'herbe. Cette pratique dure tout le cycle végétatif des cultures et les animaux sont relâchés après la récolte pour reprendre leur divagation.

Les soins vétérinaires, la castration, ...ne sont pas d'usage dans l'élevage des caprins.

4.2.3.2. Effectifs

Avec ses effectifs de 5.501 chèvres en 2005, Bweru est **la sixième** commune quant à l'importance numérique de toutes les chèvres de la province.

La **première** place quant à l'importance numérique revient aux caprins qui, avec 5.501 têtes représentent 44% du cheptel de la commune.

Leurs effectifs ont connu, entre 2001 et 2005, un taux d'accroissement de 59%.

Malgré la crise politique qui a secoué le pays avec ses effets négatifs (pillages), les caprins se sont toujours bien comportés. Ils s'adaptent mieux aux conditions alimentaires de la commune et résistent à toutes sortes des maladies.

4.2.4. Les porcins

4.2.4.1. Système d'élevage

Comme dans toutes les communes du pays, les animaux sont exploités en système intensif (stabulation permanente) où ils sont nourris des sous-produits de l'exploitation agricole, des restes de cuisine.

4.2.4.2. Effectifs

Bweru est la **dernière** commune avec 1% des porcs de la province.

Les porcs occupent la **dernière** place avec un nombre insignifiant du cheptel de la commune.

Entre 2001 et 2005, les porcs ont connu une diminution de 6 unités, soit un taux d'accroissement négatif de 25%.

En effet, une forte mortalité des porcs s'est manifestée au cours de ces années de guerre qui ont provoqué le manque d'alimentation et des mauvaises conditions d'entretien auxquelles ces animaux ont difficilement résisté.

4.2.5. La volaille

4.2.5.1. Système d'élevage

Le système d'élevage avicole traditionnel, largement dominant, consiste à élever quelques poules en liberté, sans alimentation ni soins de santé.

La race locale est la seule rencontrée dans toute la province. Elle est rustique, de petite taille et ne donne que quelques centaines d'œufs par an.

4.2.5.2. Effectifs

Bweru est la **quatrième** commune en importance numérique de la volaille de la province avec 11%.

Cette espèce occupe la **deuxième** place avec 34% du cheptel de la commune.

Leur taux d'accroissement entre 2001 et 2005 est de 135% soit une augmentation de 2.391 unités au cours de cette période. Les poules de race locale sont rustiques et résistantes aux maladies et se produisent relativement vite.

Cependant, il se produit, chaque année, une épidémie dont la cause n'est pas encore identifiée faute de laboratoire.

4.3. SANTE ANIMALE

La santé animale constitue la préoccupation majeure pour le développement de l'élevage de la commune Bweru.

4.3.1. Les principales maladies

Le prix exorbitant des médicaments, le manque des produits vétérinaires, d'équipements adéquats, du personnel qualifié ainsi que l'absence de traitement tant préventif que curatif concourent à l'éclosion des foyers des maladies à travers les élevages de la commune.

Selon le vétérinaire communal, les principales maladies rencontrées dans la commune sont des maladies parasitaires, virales et bactériennes.

4.3.1.1. Les maladies parasitaires

Il s'agit plus particulièrement des parasitoses sanguines et des verminoses.

Les parasitoses sanguines sont considérées comme la principale source de la morbidité du bétail. On distingue parmi elles deux groupes :

- Les maladies transmises par les tiques dont la plus redoutable est la Théilérose (East Coast Fever) qui demeure sans traitement efficace, ensuite la Piroplasmose, l'Anaplasmosse ainsi que la Cowdriose (Nzerere);
- Les maladies transmises par les insectes piqueurs dont la Trypanosomiase.

Les verminoses qui sont considérées comme les maladies les plus importantes des ruminants dans cette commune. Il s'agit de l'infestation des animaux par vers ronds (Ascaridioses, Strongyloses) et les vers plats (Distomatoses) affectent toutes les espèces domestiques de la commune. Les jeunes animaux sont les plus affectés et l'effet des verminoses sur leur croissance est manifeste.

4.3.1.2. Les maladies virales

La peste porcine est considérée comme la source principale de la stagnation de l'élevage de porcs dans la commune où, malgré les conditions climatiques favorables, l'introduction de porcs améliorés n'a jamais été expérimentée. La filière aphteuse est présente chez les bovins.

Les petits ruminants développent de temps en temps d'Ecthyma contagieux qui est la seule maladie infectieuse signalée pour ces espèces ; de la coccidiose (diarrhée).

La pathologie de la volaille est dominée par la Pseudo-peste aviaire (Newcastle Disease) qui cause de dégâts et pertes importants au sein des élevages ; la vaccination contre cette maladie n'étant plus effectuée.

4.3.1.3. Maladies bactériennes

Dans cette catégorie sont identifiées la Brucellose, la Tuberculose et la Colibacillose des veaux.

4.3.2. Modes thérapeutiques

Il n'existe pas de traitement préventif qui consiste à respecter les règles d'hygiène et sanitaires (suppression des sources d'infestation, hygiène des lieux de stabulation...) et des vaccinations.

Concernant le traitement curatif qui implique l'achat des médicaments à administrer aux animaux reconnus malades après diagnostic, les produits vétérinaires ne sont pas souvent disponibles et quand il y en a, leurs prix sont tellement élevés que rares sont les éleveurs qui y accèdent.

Les soins de base telles que la vaccination, les vermifugations, les castrations... ne sont plus assurés. Ceci ne permet pas aux petits éleveurs de juguler les maladies, même si celles-ci sont signalées à temps.

4.3.3. Infrastructures zoo-sanitaires

Le tableau 4.3. ci-dessous donne la situation des infrastructures zoo-sanitaires de la commune.

Tableau 4.3. Situation des infrastructures zoo-sanitaires

Type d'infrastructures	Nombre	Localité	Etat	Disponibilité produits
Dipping-tank	2	Ruvyagira Kayongozi	Mauvais Mauvais	Interrompue Interrompue
Couloirs d'aspersion	7	Kibonangoma Nzozzi Ntunda Bweru Rubavu Busoro Mibanga	Mauvais Mauvais Mauvais Mauvais Mauvais Mauvais Mauvais	Interrompue Interrompue Interrompue Interrompue Interrompue Interrompue Interrompue

Source : DPAE Ruyigi/mars 2006

Il ressort de ce tableau que les 2 dipping-tanks et les 7 couloirs d'aspersion présents dans la commune ne sont plus fonctionnels. Ils sont tous en mauvais état et abandonnés.

4.4. LES PRODUITS ET SOUS PRODUITS DE L'ELEVAGE

La viande, provenant de l'abattage de toutes les espèces, est le produit le plus important de la commune. On n'y fabrique pas de la charcuterie.

Il est dommage que les sous-produits d'abattages ne soient pas valorisés. Il s'agit particulièrement des :

- Peaux séchées qui pourraient être exportées ou utilisées dans l'artisanat particulièrement dans la fabrication des chaussures, dans la maroquinerie... Il faut cependant signaler l'achat des peaux par quelques commerçants provenant de Bujumbura et Gitega ;
- Cornes et onglets à partir desquels l'on pourrait fabriquer des boutons, peignes et autres parures ;
- Os et sang pour la fabrication des aliments du bétail.

4.5. APICULTURE

L'élevage des abeilles se pratique dans toutes les collines de la commune Bweru par les associations d'apiculteurs. Le miel produit est consommé localement, seulement une petite quantité est vendue à Ruyigi.

La situation de cet élevage est illustrée par le tableau ci-dessous.

Tableau 4.4. Situation de l'élevage des abeilles

Zone	Nombre de groupements	Membres	Nombre de ruches	
			Traditionnelles	Modernes
Mubavu	1	35	50	
Kirambi	1	30	60	
Kayongozi	1	16	80	50
Total	3	81	190	50

Source : DPAE Ruyigi/mars 2006

En se référant au tableau 4.4, la commune dispose de 3 groupements d'apiculteurs totalisant un effectif de 81 membres. Ces groupements pratiquent leur élevage dans 240 ruches dont 190 traditionnelles et 50 modernes.

4.6. INTERVENANTS

- DPAE qui s'occupe de l'encadrement technique des éleveurs ;
- LVIA qui appuie les groupes vulnérables et les groupements féminins ;
- SOPRAD ;
- Action contre la Faim appuie les associations dans la distribution des caprins.

4.7. PRINCIPALES CONTRAINTES

- Le manque des produits zoo-sanitaires, d'intrants vétérinaires et d'élevage : médicaments, instruments vétérinaires...;
- La détérioration des infrastructures zoo-sanitaires ;
- L'insuffisance et non-qualification des encadreurs ;

- La déclaration des épizooties sans intervention conséquente du service technique dépourvu de moyens d'encadrement ;
- L'absence d'animaux de race améliorée pour la quasi-totalité des espèces animales ;
- Le manque de moyen de déplacement : les encadreurs ne sont pas en mesure d'atteindre les éleveurs ;
- L'insuffisance de groupements organisés des éleveurs ;
- L'absence de structure de financement des activités d'élevage.

4.8. STRATEGIES

- Réhabiliter et construire des infrastructures zoo- sanitaires ;
- Recruter le personnel soignant ;
- Mettre sur pied une législation sanitaire-vétérinaire ;
- Recycler le personnel soignant ;
- Repeupler le cheptel par la distribution d'animaux performants.

CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE

5.1. INTRODUCTION

La pêche n'est pas pratiquée dans la commune Bweru. Pour répondre aux besoins de la protéine animale, la population s'adonne à la pisciculture familiale.

Cependant, cette activité n'est pas suffisamment développée dans cette commune comme dans toute la province d'ailleurs.

5.2. SITUATION DES ETANGS PISCICOLES

La commune Bweru détient 10 étangs piscicoles. Ils représentent 13% des étangs de la province, au nombre de 76.

Le tableau ci-dessous donne la situation des étangs de la commune Bweru.

Tableau 5.1. : Situation de l'activité piscicole à Bweru

Collines	Nombre d'étangs	Superficie en m²	Etat
Kanisha	3	6,75	Mauvais
Gasasa	2	10	Mauvais
Gasyangiri	5	27,65	Mauvais
TOTAL :	10	44,4	

Source : Administration locale

5.3. PRINCIPALES CONTRAINTES

- La méconnaissance de la gestion et des pratiques piscicoles ;
- L'aménagement des étangs non conformes aux normes techniques ;
- Difficultés d'approvisionnement et de transport des alevins ;
- L'alimentation des poissons composée dans la plupart des cas des déjections des animaux, des épiluchures, des feuilles de manioc, restes de cuisines...
- Manque de financement ;
- Insuffisance d'encadreur.

5.4. STRATEGIES

- Recruter et former des encadreurs ;
- Implanter un centre d'alevinage ;
- Financer les activités piscicoles.

CHAPITRE VI : FORETS

6.1. INTRODUCTION

L'inventaire des boisements de la commune Bweru montre que toutes les forêts naturelles sont en voie de disparition ; la population compte toujours sur ces boisements pour le bois de chauffe. Chaque année, les feux de brousse font de ravages.

Cependant, une partie de la commune est traversée par le parc national de la Ruvubu et des galeries forestières de petites superficies éparpillées dans la commune. On y trouve les essences suivants : le parinari excelsa (iminazi), les bambous, les harungana madagascariensis (imishayishayi), imibanga, imikambati, imirama, etc.

6.2. BOISEMENTS ARIFICIELS/REBOISEMENT

Le reboisement consiste à planter des arbres dans les zones fortement touchées par l'érosion, la dégradation des sols, la pénurie en énergie-bois.

On dénomme « Domanial » tout boisement de plus de 10 ha et appartenant à l'Etat ; « Communal » celui inférieur à 10 ha.

6.2.1. Situation actuelle des boisements

Le tableau ci- dessous donne la situation des boisements dans la province de Ruyigi.

Tableau 6.1. Situation des boisements artificiels (en ha) dans la province Ruyigi

Communes	Etat	Communaux	Privés	Collectivités	Communautaire	Total
Butaganzwa	1029	253	159	56	4	1501
Butezi	721	138	420	111	0	1390
Bweru	2193	56	13	80	9	2351
Gisuru	0	111	86	40	0	237
Kinyinya	0	153	131	0	4	288
Nyabitsinda	218	25	6	0	0	249
Ruyigi	1167	149	0	0	0	1316
Province	5238	885	815	287	17	7.242

Source : Département des forêts/Service forestier de Ruyigi, mars 2006.

En se référant au tableau 6.1, Bweru détient 2.351 ha des superficies reboisées, soit 32% des superficies totales reboisées de la province. Ce qui lui confère la première place dans la province, en importance des superficies reboisées.

De ses 2.351 ha reboisés, 2.193 ha, soit 93%, appartiennent à l'Etat ; 80 ha, soit 3%, aux collectivités ; 56 ha, soit 2%, à la commune, 13 ha, soit 0,5% aux privés et 0,3% aux communautés.

Tableau 6.2. Situation des boisements dans la commune Bweru

Colline	Propriétaire du boisement					Superficie totale en ha
	Etat (Domanial)	Commune	Privé	Collectivité	Communautaire	
2. Gatwaro	252,46	10	0	0	4	266,46
3. Kirambi	0	0	8	0,1	0	8,1
4. Ruvyagira	0	0	0	0	1,5	1,5
5. Nyarunazi	78,44	4	0	0	0	82,44
6. Kibonangoma	253,41	9	2	0	0	264,41
7. Mubavu	133,74	0	2	0	0	135,74
8. Nzozi-Masama	116,5	0	0	0	0	116,5
9. Muvumu	51,17	0	0	0	0	51,17
10. Nyamurenge	26,5	0	0	0	0	26,5
11. Musenga	30,42	0	0	0	0	30,42
12. Bweru	0	4	0	10	1,5	15,5
13. Birime	28,81	0	0	0	0	28,81
14. Ntunda	0	0	0	20,5	0	20,5
15. Masama	0	0	0	0	1,5	1,5
16. Gasenyi	481,9	17	0	0	0	498,9
17. Gakaze	374,2	0	0	0	0	374,2
18. Rubavu	56,54	0	1	0	0	57,54
19. Gakwema	89,54	0	0	0	0	89,54
20. Nyakivumu	0	0	0	2	0	2
21. Caga	46,86	3,5	0	2	0	52,36
22. Nkanda	19,69	4,7	0	0	0	24,39
23. Mibanga	29,63	0	0	0	0	29,63
24. Kayongozi	0	0	0	44,3	0	44,3
Total	2193	56	13	80	9	2351
Proportion	93%	3%	1%	3%	0%	100%
Classement	1er	2ème	3ème	2ème	4ème	

Source : Forestier communal/mars 2006

L'on peut conclure que la grande partie des superficies reboisées revient à l'Etat qui détient 2.193 ha, soit 93% des boisements de la commune.

6.2.2. Les essences utilisées

Les principales essences utilisées dans le reboisement sont : Eucalyptus, Pinus, Callitris, Grevillea, Cyprés, ...

6.2.3. Production des plants

Selon le forestier communal, la production pour reboiser les superficies incendiées pendant la guerre a connu cette évolution : En 2003 :22.500 plants ; en 2004 : 45.000 plants et en 2005 : 110.000 plants.

Tous ces plants sont distribués gratuitement aux populations.

Tableau 6.3. Production des plants forestiers

Années	2003	2004	2005	Moyenne
Commune				
Butaganzwa	20.000	200.000	110.000	110.000
Butezi	18.000			49.000
Bweru	22.500	45.000	110.000	59.167
Gisuru	10.000	8.000	408.640	142.213
Kinyinya	15.570		110.000	41.857
Nyabitsinda	60.000			60.000
Ruyigi	17.340	1.000	125.000	47.780
Total	163.410	254.000	863.640	427.016

Source : Service Forestier Provincial/ Ruyigi, mars 2006

6.3. AGROFORESTERIE

6.3.1. Objectifs de l'agroforesterie

L'Agroforesterie est une science nouvellement introduite qui vise à l'aménagement, à la gestion et à l'amélioration des terres en introduisant des arbres dans les cultures vivrières, dans les pâturages et/ou dans les limites des parcelles paysannes. Elle a pour objectifs :

- Diversification de la production : alimentation, fourrage, bois de chauffe, engrais vert, petite construction, artisanat ;
- Conservation des sols et lutte anti-érosive : haies vives et brise-vent ;
- Augmentation de la fertilité et amélioration des sols ;
- Production du fourrage et par conséquent, production du fumier...

6.3.2. Système d'agroforesterie pratiqué

Tableau 6.4. : Types ou systèmes agroforestiers pratiqués

Types	Objectifs	Essences
Agrosylvicoles	Alimentation	Avocatier, agrumes
	Energie	Grevillea
Sylvopastoraux	Fourrage	Leucaena diversifolia
Agro-sylvo-pastoraux	Alimentation	Avocatier

Source : Forestier communal mars 2006

6.3.3. Les essences utilisées

Les essences agroforestières fréquemment rencontrées dans la commune sont : Grevillea robusta, Avocatier, Agrumes, ...

6.4. EXPLOITATION FORESTIERE

L'exploitation forestière s'opère de manière artisanale et elle concerne : le bois de chauffe, la production du charbon de bois et la production artisanale des bois sciés (scieurs de long).

Les statistiques du bois abattu ne sont pas maîtrisées.

6.4.1. Le bois de chauffe

Le bois de chauffe fait l'objet de ramassage et/ou de coupe (abattage des arbres par machette, hache...) puis transporté au lieu de consommation ou mis en tas sur place pour vente.

6.4.2. Le charbon

La production du charbon de bois est issue d'un processus de transformation traditionnel appelé « Carbonisation » La méthode en vigueur est traditionnelle et consiste en une fausse meule en terre.

Le Service Forestier de la province a recensé, en 2006, 6 charbonniers à travers la commune. Leur effectif représente 3,4 % des charbonniers de la province (174).

Bweru occupe ainsi la cinquième position quant au nombre total de charbonniers de la province.

Le charbon produit est expédié au chef-lieu de la province Ruyigi et à Gitega.

Tableau 6.5. Répartition des charbonniers dans différentes communes

Communes	Charbonniers
Butaganzwa	68
Butezi	8
Bweru	6
Gisuru	5
Kinyinya	10
Nyabitsinda	2
Ruyigi	75
Province	174

Source : Service Forestier Provincial/Ruyigi août 2006

6.4.3. Production et transformation du bois scié

6.4.3.1. Production artisanale du bois scié (scieurs de long)

L'exploitation forestière pour la production de bois d'œuvre est essentiellement le fait des artisans forestiers communément appelés scieurs de long qui parcourent les collines pour abattre les arbres et les scier. Il s'agit donc de scieries artisanales.

6.4.3.2. Transformation du bois scié

Cette activité est menée par des artisans communément appelés menuisiers qui travaillent le bois scié pour produire des ouvrages. Leurs menuiseries sont pratiquement des unités artisanales.

La production forestière s'étend sur les planches, les madriers, les chevrons, les perches pour les toitures et rarement des poteaux non traités.

Le tableau ci-dessous inventorie les scieries et menuiseries artisanales de la province et démontre clairement que la commune Bweru détient 10 menuiseries, soit 22,7% des menuiseries de la province.

Les planches et les madriers sont écoulés vers les communes environnantes à savoir Cankuzo, Butezi, Gisuru et Ruyigi.

Tableau 6.6. Inventaire des unités de transformation des produits forestiers

Communes	Scieries artisanales (scieurs de long)	Menuiseries
Butaganzwa	27	11
Butezi	22	8
Bweru		10
Gisuru	5	5
Kinyinya	4	3
Nyabitsinda	9	3
Ruyigi	4	4
Province	71	44

Source : Service forestier, DPAAE/Ruyigi/mars 2006

Tableau 6.7. : Répartition des menuiseries dans les collines de Bweru

Commune	Unités de transformation	Localisation	Nombre
Bweru	Menuiseries	Kirambi	2
		Bigombo	1
		Mubavu	1
		Masama	1
		Nyakivumu	1
		Gasenyi	1
		Kayongozi	1
		Nyamugari	1
		Nkanda	1
Total			10

Source : Forestier communal mars 2006

6.5. AIRE PROTEGEE

La partie qui touche sur le Parc National de la Ruvubu constitue la seule aire protégée de la commune.

6.6. INTERVENANTS

- DPAAE
- PSTP ;
- P.G.R.R ;
- Action Aid Burundi.

6.7. PRINCIPALES CONTRAINTES

- La faible capacité en matière d'aménagement et de gestion des forêts (faute de l'inventaire forestier) ;
- Le manque du personnel, du matériel et de financement des produits forestiers ;
- La non -structuration de la filière bois ;
- La faible implication des populations riveraines et des administratifs dans la gestion des forêts ;
- La distribution anarchique des espaces boisées par l'administration territoriale.

CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

Il n'existe aucune industrie dans la commune Bweru.

7.2. ARTISANAT

L'artisanat n'est pas bien développé dans la commune où l'on rencontre, outre les artisans actifs dans la fabrication des matériaux de construction (briquetiers, tuiliers menuisiers et scieurs du bois), des artistes oeuvrant dans l'artisanat de production et celui de service. L'artisanat d'art qui débouche sur des objets décoratifs n'est pas pratiqué dans Bweru.

7.2.1. Types d'artisanat

La commune connaît deux types d'artisanat à savoir ; l'artisanat de production et l'artisanat de service.

7.2.1.1. L'artisanat de production

Appelé également « Artisanat Utilitaire », il est le plus pratiqué dans la commune Bweru comme dans toute la province. Cependant, dans Bweru, ce type d'artisanat ne concerne que la menuiserie.

Tableau 7.1. Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Localisation (Collines)
Menuiseries	10	2 à Kirambi 1 à Bigombo 1 à Mubavu 1 à Masama 1 à Nyakivumu 1 à Gasenyi 1 à Kayongozi 1 à Nyamugari 1 à Nkanda

Source : Coordination Provinciale de l'Enseignement des Métiers / Ruyigi, mars 2006

Ces menuiseries sont installées pour satisfaire les besoins locaux car, aucune d'entre elles n'exporte sa production en dehors des limites provinciales.

7.2.1.2. Artisanat de service

Les artisans qui s'adonnent à ce type d'activités rendent des prestations de services qui, en grande partie sont en rapport avec les réparations/entretien du matériel et équipements. Ce domaine est prospère suite aux relations entre clients et artisans. Il est généralement propriété privée des artisans.

Tableau ci-dessous fait état des artisanats de service dans la commune.

Tableau 7.2. Situation de l'artisanat de service dans la commune

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Localisation (Collines)
Couture	8	2 à Busoro 1 à Kayongozi 4 à Kirambi
Coordonnerie	5	2 à Kayongozi 3 à Kirambi
Garage	1	1 à Kayongozi

Source : Coordination Provinciale de l'Enseignement des Métiers / Ruyigi, mars 2006

7.2.1.3. Artisanat d'art

L'artisanat d'art n'est pas pratiqué dans la commune. Ses activités débouchent sur la production d'objets plutôt décoratifs.

Se retrouvent dans cette catégorie : la sculpture sur bois, sur métal, en argile ; le travail sur les pierres précieuses ; la peinture sur tissu, sur bois, en feuille de bananier ; la pyrogravure, etc...

7.3. INTERVENANTS

- La Coordination Provinciale des Métiers ;
- PADCO/OTI ;
- GTZ/APRS ;
- Confessions religieuses (Paroisse, Eglise Méthodiste) ;
- Associations et groupements des artistes.

7.4. CONTRAINTES

Les plus importantes sont les suivantes :

- L'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- L'inadéquation production-écoulement des produits artisanaux ;
- L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public ;
- Absence de CEM dans la commune.

7.5. SRATEGIES

- Construire et équiper un CEM dans la commune ;
- Renforcer les spécialités communales dans le domaine de l'artisanat ;
- Renforcer les capacités des associations et groupements des artisans et artistes ;

CHAPITRE VIII : COMMERCE ET SERVICES

8.1. LES MARCHES

Les échanges commerciaux concernent essentiellement des produits agricoles (vivriers, légumes, fruits, produits agro-industriels) et d'élevage écoulés par les agriculteurs et éleveurs qui, en contre partie, s'approvisionnent en biens manufacturés provenant des centres urbains : savon, sel, étoffes, ustensiles de cuisine, sucre.

La grande partie de la production vivrière, des légumes et des fruits est commercialisée de façon informelle. Elle s'effectue d'abord au niveau des collines où les opérateurs économiques achètent directement auprès des producteurs ; ensuite au niveau des marchés hebdomadaires ruraux. A côté de ces marchés plus ou moins organisés, une quantité non négligeable des produits est vendue le long des routes.

Les produits sont vendus soit directement aux consommateurs, soit aux intermédiaires qui les écoulent sur les marchés de Ruyigi, de Rutana et de Gitega.

Concernant les produits d'élevage, la commercialisation suit pratiquement les mêmes circuits que ceux des produits vivriers à la seule différence que le bétail est vendu sur pied, notamment pour l'approvisionnement des centres urbains.

Les échanges s'effectuent sur des espaces aménagés, communément appelés « marchés », à des jours bien déterminés de la semaine. Le tableau ci-dessous donne le calendrier des marchés dans différentes collines de la commune.

Tableau 8.1. Calendrier des marchés

Collines	Jours de marché
Kayongozi	Mercredi Dimanche
Kirambi	Jeudi et Dimanche
Mubavu	Vendredi et Dimanche
Busoro	Mercredi

Source : Administration communale mars 2006

Ainsi, le marché de Kayongozi se tient les mercredi et les dimanche, celui de Kirambi les jeudi et dimanche, celui de Mubavu les vendredi et dimanche et celui de Busoro les mercredi.

8.2. PRIX ET UNITES DE MESURE

8.2.1. Prix

Les prix sont libéralisés. Ils ne sont ni fixés ni contrôlés. Seule la taxe communale est imposée aux vendeurs. Les échanges entre acheteurs et producteurs se font de façon informelle. Chaque opérateur économique est libre d'acheter les produits à n'importe quel centre de négoce. Il en est de même du producteur qui est libre de vendre à n'importe quel acheteur qui se présente. Les prix sont généralement discutés librement entre les deux parties en présence et le niveau de transaction se règle par la loi de l'offre et de la demande. Les facteurs qui déterminent les prix des animaux sont, dans la plupart des cas, l'aspect physique de l'animal, son poids, son âge et sa race.

8.2.2. Unités de mesure

Dans les petits marchés locaux, les transactions ne se font pas par des mesures universelles (Kilogramme, litre...), mais bien par des mesures consensuelles. Ainsi, on recourt pour :

- Graines : Casseroles (Igameri ou Ibakuri) ;
- Tomates, Haricot : Panier (Igiseke), Casseroles ;
- Tubercules (manioc patate douce) : Tas (Umufungo), Sac (Umufuko)
- Farine de manioc ou de maïs : Verre (Ikirahuri), le panier, Casseroles,
- Huile de palme et pétrole : bouteille (Icupa) et bidon (de 5 à 20 litres), vieille bouteille de bière, Anciennes boîtes de tomate ou de Blue band (Ikopo)
- Banane : Régime, Main
- Légumes (lenga lenga) : Botte (Umufungo)
- Bois : Fagot (Umuganda)
- Charbon et Fruits: Tas (Umufungo), Panier (Igiseke)

8.3. FINANCEMENT DES ACTIVITES COMMERCIALES

Les activités commerciales sont financées à moindre mesure par la seule institution financière de la commune, la COOPEC.

8.4. INFRASTRUCTURES DE CONSERVATION ET DE STOCKAGE

Faute d'infrastructures adéquates, les produits agricoles de la commune subissent des pertes énormes dues aux attaques des rongeurs, des insectes... Ils sont, dans la plupart des cas, vendus immédiatement après la récolte.

Pour diminuer ces pertes, les agriculteurs recourent à des méthodes de conservation rudimentaires identifiées ci-dessous.

Tableau 8.2. Modes de conservation des produits agricoles

Modes de conservation	Produits
Sac	Haricots grains, Arachides gousses et graines ; Tournesols, Riz, Sorgho, Petits pois et Maïs grains
Air libre	Maïs épis et grains ; Pomme de terre
Panier	Farine de Manioc
Champs	Manioc, Pomme de terre, autres Tubercules
Grenier	Maïs carotte et Sorgho épis
Hangar	Arachides gousse ; Maïs carottes ; Pomme de terre
Fût	Arachides graines
Galeries	Colocases, tubercules

Source : Agronomes communaux/Ruyigi, mars 2006

8.5. VOIES ET MODES D'EVACUATION

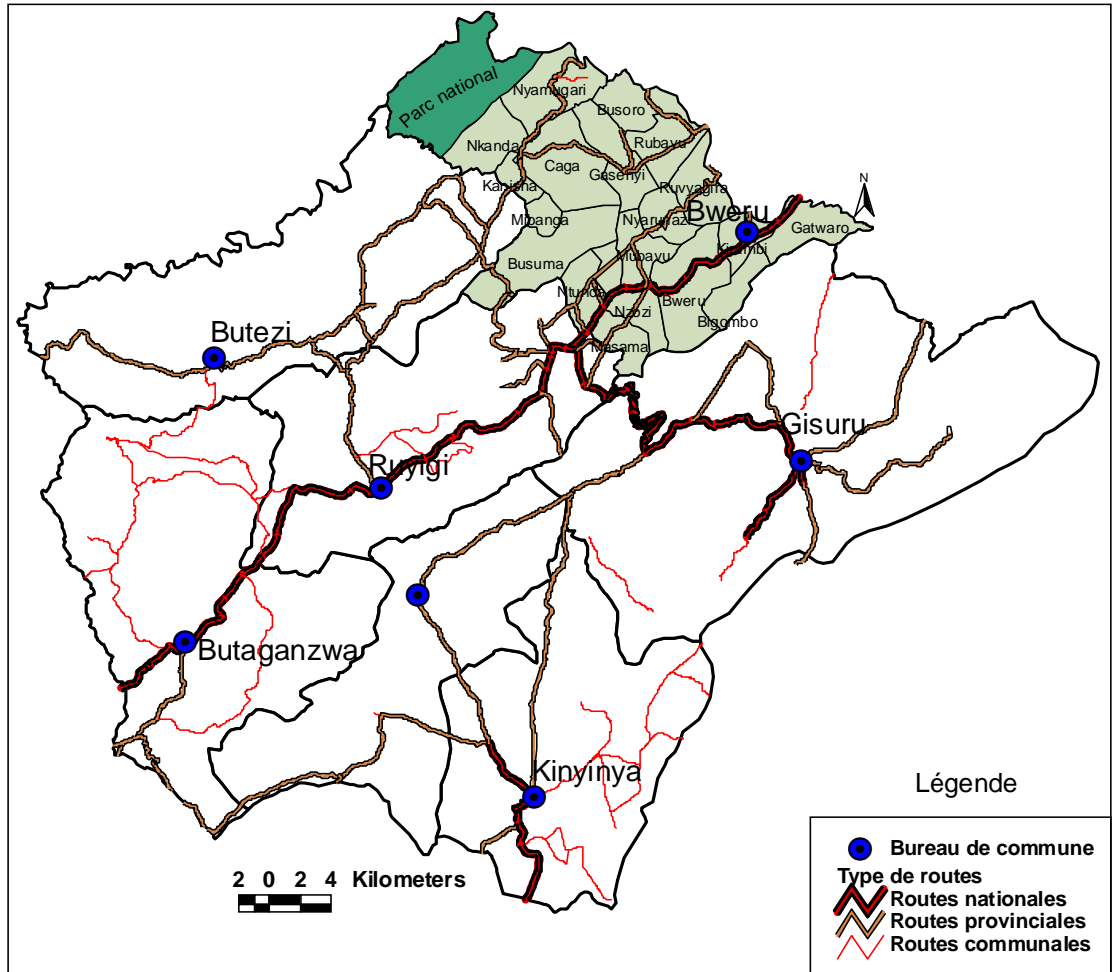
8.5.1. Réseau routier

Le réseau routier est l'unique voie pour des échanges commerciaux entre les milieux de production et les centres de consommation, des collines aux centres de négoce.

Deux axes routiers desservent la commune à savoir les axes :

1. Mubavu- Birime- Kayongozi : 20 km, en mauvais état.
2. Gatwaro- Rusengo : 20 km, passable.

Carte du réseau routier dans Bweru



8.5.2. Modes d'évacuation

L'essentiel du surplus commercialisable emprunte le réseau routier par portage (sur la tête, au dos, à vélo) et, très rarement, par véhicules. Les quantités ainsi transportées par voyage sont très limitées : un bassin d'environ 30 Kg sur la tête ou au dos, environ deux sacs de 40 Kg chacun ou une demi-douzaine de régime des bananes sur le vélo.

Cette limitation des quantités transportées, l'absence des grands commerçants propriétaires des véhicules ainsi que l'impraticabilité des routes et pistes rurales justifient la faiblesse des quantités des produits offerts sur les marchés de la commune.

Concernant les animaux, les bovins, les caprins, les ovins et les porcins marchent eux-mêmes à pieds (Gushorera) et parfois transportés sur des véhicules pour atteindre le marché ; les petits rongeurs (lapins et cobayes) sont transportés dans des sacs. La volaille par portage.

8.6. FLUX

Tableau 8.3. Flux commerciaux

Expédition vers	Communes/Provinces	Produits
	Commune Ruyigi	Haricot, Canne à sucre, Braïse
	Communes du Moso	Haricot, Canne à sucre
	Province Gitega	Banane, Haricot, Braïse
	Province Rutana	Banane, Haricot
Réception de	Communes/Provinces	Produits
	Communes du Moso	Riz, Sorgho, Arachide, Manioc, Maïs, Ananas,
	Province Bururi	Huile de palme
	Province Gitega	Produits manufacturés
	Province Rutana	Sucre

Source : DPAE/Ruyigi/mars 2006

8.7. LES SERVICES

8.7.1. Institutions financières

La COOPEC est la seule institution financière dont dispose la commune.

8.7.2. Tourisme et hôtellerie

La commune Bweru ne dispose d'aucun site touristique ni de maison d'accueil.

8.8. POSTE ET TELECOMMUNICATION

Dans la commune Bweru, il n'y a ni bureau de poste, ni téléphone, ni fax.

Cependant, la téléphonie mobile est utilisable dans certains endroits de la commune Bweru.

CHAPITRE IX : ACTION SOCIALE

9.1. SITUATION ACTUELLE

Par action sociale, on sous-entend l'ensemble des mesures et d'actions visant à protéger et à promouvoir les catégories sociales les plus vulnérables dans le but d'assurer un développement harmonieux de toutes les couches de la société.

Sont regroupés dans cette catégorie des vulnérables : les enfants en difficultés ; les personnes ayant subies des violences en récurrence les violences sexuelles ; les veuves et les veufs ; les mères célibataires ; les handicapés ; les vieilles et les vieux etc.

9.1.1. Enfants en difficultés

Dans ce paragraphe, il sera traité les cas des enfants sinistrés de guerre, des enfants de la rue et dans la rue, des orphelins de père et de mère pour causes de guerre, du SIDA et de mort naturelle. Il sera également analysé les cas d'enfants chefs de ménages et d'enfants indigents.

Les enfants appartenant à toutes ces catégories ont en commun des difficultés diverses (comme l'abandon des études, non-accès aux soins de santé, malnutrition, manque d'habits ...) qui les poussent au désespoir et à la perte du goût de vivre dans la société.

Il est enregistré 21.521 enfants en difficulté dont : 8.954 sinistrés de guerre (41%) ; 92 dans la rue (0,42%) ; des orphelins de guerre 581(2,7%) ; des orphelins du SIDA 19 (0,0008 %) ; des orphelins dont les parents sont morts naturellement 596(2,8%) ; enfants chefs de ménage 74 (0,34%) ; enfants indigents 11.205 (52%).

L'on peut conclure que les catégories les plus importantes sont les enfants indigents et sinistrés qui, ensemble, représentent 93% des enfants en difficultés de la province.

9.1.2. Victimes de violences

Le CDF a mis sur pied un comité de lutte contre les violences sexuelles composé de 2 femmes leaders par colline pour aider dans la sensibilisation de lutte contre ces violences et les comportements à adopter pour une victime de violence sexuelle.

Dans la commune, beaucoup de cas de violences ne sont pas déclarés pour des raisons socio-culturelles car cela reste tabou dans la culture burundaise. Ce qui fait que les données présentées ici ne sont pas exhaustives.

Selon le CDF, 47 cas de viol ont été enregistrés au cours de l'année 2005, dont en ordre d'importance, les femmes avec 27 cas (57,4%), les filles avec 14 cas soit 29,7% et les fillettes 6 cas, soit environ 12,7%.

Vingt deux (22) cas sont pris en charge dont 9 femmes, 10 filles et 3 fillettes.

9.1.3. Veufs, mères célibataires et indigents

Les veufs et les mères célibataires connaissent des difficultés de survie et doivent figurer dans la liste des indigents.

Faute des centres sociaux, les mères célibataires et les veufs comme d'autres indigents ne bénéficient que de grains de maïs de la part de certaines ONG.

Selon le CDF, la commune compte 1.920 veufs dont 880 (45,8%) sont appuyés.

Le nombre d'indigents s'élève à 3.655 dont 2.106 femmes, soit 57,6% et 1.549 hommes, soit 42,3%. Le nombre de mères célibataires s'élève à 187 personnes.

9.1.4. Personnes handicapées

A Bweru, il n'existe pas de structures qui s'occupe de la réhabilitation sociale. Ceci est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social.

En se référant à la banque de données provinciale, la commune Bweru compte 228 handicapés dont 123 hommes (53,9%) et 105 femmes (46%).

Les causes d'infirmité signalées sont par ordre d'importance : des handicaps de naissance dû probablement à la poliomyélite (environ 31% des cas), des handicaps dus à d'autres causes (29,8%), des handicaps dus à la guerre (21,9%), des handicaps dus aux accidents (9,2%) et des handicaps dus aux violences familiales (7,8%).

Aucun handicap dû aux violences sexuelles n'est signalé dans la commune.

9.2. REINSERTION ET REINSTALLATION DES SINISTRES

Bweru est la commune la moins touchée par le rapatriement.

Tableau 9.5. Evolution des rapatriés dans les communes de la province Ruyigi

Communes	2002	2003	2004	2005	2006*	Total
Butaganzwa	205	303	1.871	1.238	130	3.747
Butezi	81	301	1.704	911	72	3.069
Bweru	89	198	1.005	497	10	1.799
Gisuru	4.869	9.260	12.854	1.978	69	29.030
Kinyinya	504	1.889	8.170	1.520	79	12.162
Nyabitsinda	490	937	3.676	858	52	6.013
Ruyigi	200	359	2.090	672	61	3.382
Total	6.438	13.247	31.370	7.674	473	59.202

Source : HCR Ruyigi juillet 2006

* Données au 17 juillet 2006

Le nombre total des rapatriés de la province est de 59.202 personnes. De cet effectif, la commune Bweru détient 1.799 personnes, soit 3%, ce qui la positionne dernière en terme d'importance de rapatriés de la province.

9.3. FEMME ET PRISE DE DECISION

La femme n'est pas suffisamment représentée dans les instances décisionnelles de la commune Bweru. Les exemples ci-dessous peuvent illustrer cette situation :

1. Au niveau du Conseil Collinaire : 13 femmes ont été élues ;
2. Au niveau de l'administration, une seule femme est chef de zone ;
3. Au niveau du Conseil Communal : 7 femmes ;
4. Au niveau des postes techniques: 2 femmes directrices d'écoles primaires.

9.4. HABITAT

9.4.1. Situation de l'habitat

L'habitat est du type dispersé à l'exception du chef lieu de la commune et des sites des déplacés.

L'habitat existant dans la commune est très loin de répondre aux exigences minimales de confort et de salubrité. Les habitations sont construites en matériaux semi-durables, en utilisant des technologies traditionnelles, ce qui explique leurs dimensions réduites et leur fragilité. Elles ne sont pas desservies en eau ni en électricité.

Bref, la population est mal logée. En effet, les estimations fournies par l'administration locale illustrent cette situation.

Répartition des maisons suivant le type de:

1. Mur : briques adobes (70 %), pisé (20%), pierres (6 %) et briques cuites (4%) ;
2. Toiture : chaume (52 %), tôles (42 %) et tuiles (6 %) ;
3. Pavement : terre battue (98 %), ciment (1,2 %), carreaux fabriqués localement (0,8 %).

9.4.2. Disponibilité des matériaux de construction

Tableau 9.7. Disponibilité des matériaux de construction dans les communes

Commune	Argile	Sable	Moellon	Gravier	Latérite	Bois/Perche
Butaganzwa	*	*	*		*	
Butezi	*	*	*		*	*
Bweru	*	*		*	*	*
Gisuru	*	*	*		*	
Kinyinya	*	*			*	
Nyabitsinda	*	*	*		*	
Ruyigi	*	*	*	*	*	

Source : Administration locale/mars 2006

Il ressort de ce tableau que la commune dispose de l'argile, du sable, du gravier et de la latérite. Il lui manque du moellon.

Les matériaux importés ne sont pas accessibles dans la commune pour les raisons majeures suivantes :

1. Leurs coûts élevés ;
2. Faible pouvoir d'achat de la population ;
3. Absence des quincailleries.

9.4.3. L'incidence de la crise sur l'habitat

La crise a eu une incidence néfaste sur l'habitat. Selon l'administration locale, environ 1.499 habitations ont été détruites, soit environ 7,3% des maisons détruites de la province.

Le tableau 9.8 fait état du nombre des maisons détruites à travers les communes pendant la guerre civile.

Tableau 9.8. Maisons détruites pendant la crise

Communes	Maisons détruites
Butaganzwa	997
Butezi	2156
Bweru	1499
Gisuru	7375
Kinyinya	2414
Nyabitsinda	2251
Ruyigi	3608
Total	20300

Source : Administration locale/mars 2006

Des efforts particuliers ont été fournis par plusieurs intervenants dans la reconstruction et des maisons ont été construites dans toutes les communes, mais à des proportions différentes suivant les intervenants et les communes les plus nécessiteuses.

9.4.4. Intervenants

- GTZ/APRS, avec les financements de la République Fédérale de l'Allemagne,;
- PADCO, A.F.V.P, PREBU, SOPRAD, OXFAM

9.4.5. Contraintes, potentialités et perspectives

9.4.5.1. Contraintes rencontrées

- Le manque de moyens financiers suffisants pour faire face aux besoins urgents de reconstruction et d'amélioration de l'habitat ;
- L'insuffisance du bois de construction surtout les perches ;
- Les prix élevés des matériaux de construction ;
- Le faible pouvoir d'achat de la population.

9.4.5.2. Potentialités

- La présence d'artisans : maçons, charpentiers, tuiliers, briquetiers ;
- La présence relative des matériaux locaux de construction ;
- La disponibilité des espaces à bâtir ;
- La présence des gisements de la matière première pour la fabrication des matériaux locaux de construction ;
- La disponibilité de la main d'œuvre locale.

9.4.5.3. Perspectives

- Promouvoir des associations de la filière habitat ;
- Utiliser rationnellement des matériaux de construction ;
- Promouvoir l'artisanat pour augmenter le nombre de maçons et de charpentiers.

CHAPITRE X : SANTE

10.1. SITUATION SANITAIRE EN 2005

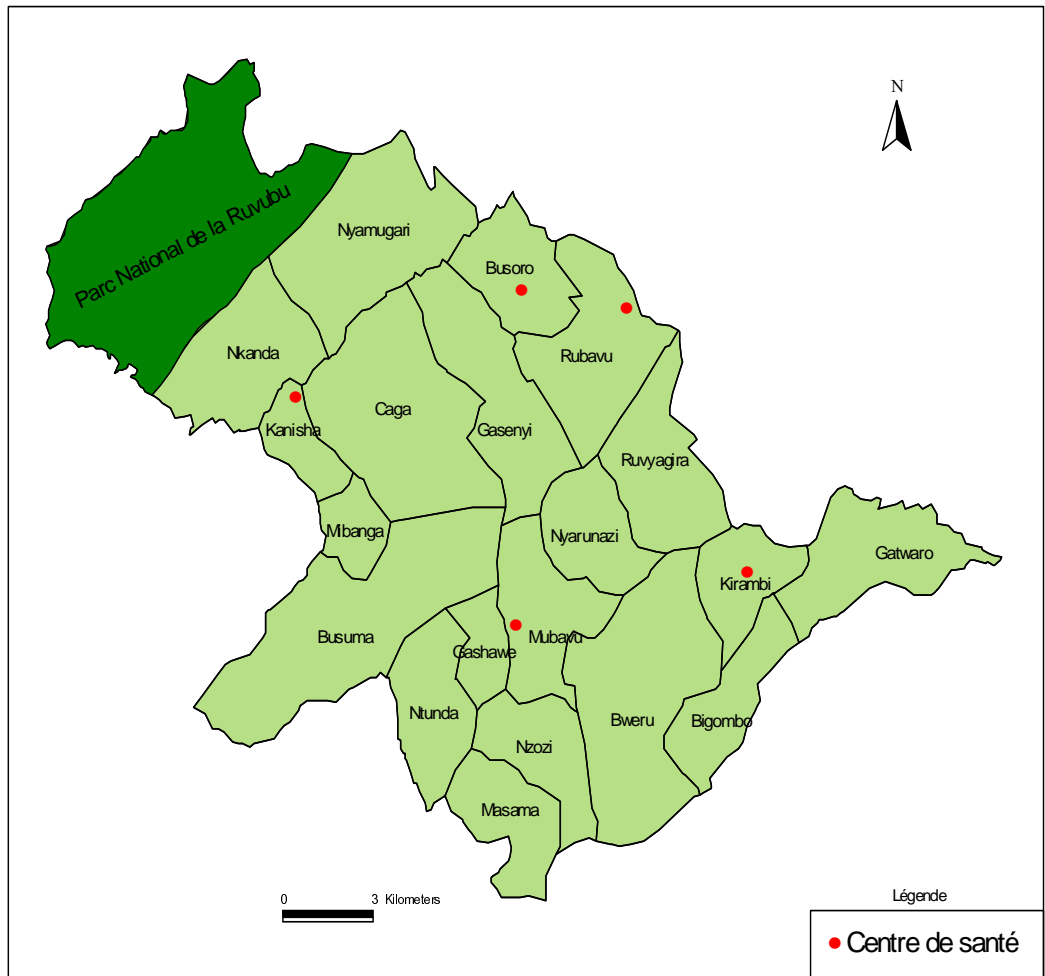
La commune Bweru, comme la plupart des communes du pays, connaît une dégradation et un dysfonctionnement des services sanitaires pour diverses raisons : Insuffisance d'infrastructures et de capacités d'accueil ; insuffisance du personnel soignant, difficultés dans l'acquisition des médicaments, de renouvellement de l'équipement, la disparité dans l'implantation des formations sanitaires...

La situation sanitaire présente un tableau clinique caractérisé par la persistance des maladies suivantes : paludisme, pneumonie, la diarrhée, la malnutrition, la dysenterie et la tuberculose.

La commune Bweru dispose de 5 centres de santé (Kirambi, Mubavu, Kayongozi, Busoro et Nyarunazi) totalisant 30 lits, soit 1lit/1.452 habitants.

Concernant le personnel soignant, la commune Bweru ne dispose que de 9 Paramédicaux dont 3 A2 ; 5A3 et 1 TPS.

Localisation des structures sanitaires



10.2. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES

La situation sanitaire générale de la commune présente un tableau clinique caractérisé par la persistance des maladies suivantes : le paludisme, la rougeole, la poliomyélite, la fièvre typhoïde, les maladies diarrhéiques, les infections pulmonaires ou respiratoires, les maladies nutritionnelles et avitaminoses, les maladies sexuellement transmissibles (MST) et le VIH/SIDA...

Il convient de signaler également l'ignorance des règles d'hygiène dans le milieu rural ainsi qu des accouchements à domicile dont un grand nombre n'est pas assisté.

Les 7 pathologies sous surveillance les plus fréquentes dans la commune sont indiquées dans le tableau 10.1.

Le paludisme constitue la cause principale de morbi-mortalité avec 27.778 cas pour toute l'année 2005. Suivent ensuite, les pneumonies et les maladies diarrhéiques surtout chez les moins de 5 ans. En 2005, 1.923 cas des pneumonies et 704 cas de diarrhée ont été recensés.

Cependant, sur le plan provincial, la commune Bweru est parmi les communes les moins affectées. Les cas du paludisme de la commune présentent 14,8% des cas du paludisme enregistrés au cours de l'année 2005 dans la province, les cas des pneumonies 16,6% et les cas des diarrhées 11,3 %.

La commune Bweru se trouve parmi les communes les plus affectées par la tuberculose ; 20,8% des cas.

Tableau 10.1. Données épidémiologiques de la commune Bweru

Maladies Communes	Paludisme	Pneumonie chez< 5ans	Diarrhée chez<5ans	Malnutrition	Dysenterie	Tuberculose	Rougeole
Butaganzwa	8 417	750	611	368	188	16	0
Butezi	13 822	1 203	454	242	156	0	0
Bweru	27 778	1 923	704	358	252	15	0
Gisuru	45 094	2 405	1 344	353	314	0	1
Kinyinya	25 014	1 358	1 101	101	127	14	0
Nyabitsinda	43 606	1 574	1 267	97	166	0	0
Ruyigi	23 359	2 339	731	153	294	27	9
Total	187 090	11 552	6 212	1 672	1 497	72	10

Source : DPS Ruyigi/mars 2006

10.3. MEDECINE PREVENTIVE

Chaque année, une grande campagne de vaccination est organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF et de l'OMS en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

Selon les données du Programme Elargi de Vaccination (PEV) en 2005, la couverture vaccinale par antigène dans la commune pour une population totale estimée à 43.554 habitants est très faible et se présente de la manière suivante. Pour :VAT2 : 1.132 personnes vaccinées, soit 2,5 % ; BCG : 1.745 soit 4% ; Polio3: 1.400 soit 3,2 % ; Pentavalent. :1.625, soit 3,7% ; Rougeole : 1.594, soit 3,6 % .

En se référant au tableau 10.2, les personnes vaccinées par antigène par rapport à l'effectif total des personnes vaccinées de la province représentent pour : VAT2 : 19,3 %; BCG : 13%; Polio3: 14%; Pentavalent. : 13% ; Rougeole : 13,5 %.

Tableau n° 10.2 : Données sur la vaccination de la commune Bweru

Communes	Nombre de personnes vaccinées contre				
	VAT2	BCG	Polio3	Pentavalent	Rougeole
1. Butaganzwa	223	1413	1132	1364	1318
2. Butezi	262	1222	1099	1096	1250
3. Bweru	1132	1745	1400	1625	1594
4. Gisuru	1975	2654	1818	3044	2761
5. Kinyinya	576	1709	1445	1389	1435
6. Nyabitsinda	808	2265	1255	2052	1718
7. Ruyigi	880	2284	1842	1918	1729
Total	5856	13292	9991	12488	11805

Source : DPS/Ruyigi Mars 2006

10.4. SANTE DE LA MERE ET DE L'ENFANT

Les consultations prénatales et les accouchements dans les structures demeurent très faibles. Aucune femme ne vient en consultation post-natale.

Tableau 10.3 : Données sur la santé de la mère et l'enfant (2005)

Communes	CPN3	Accouchements assistés	Couverture contraceptive
1. Butaganzwa	17%	306	0,6%
2. Butezi	47,7%	439	1,3%
3. Bweru	38,4%	679	1,8%
4. Gisuru	42%	912	2,3%
5. Kinyinya	52,2%	873	3,1%
6. Nyabitsinda	53,4%	856	2,4%
7. Ruyigi	27,6%	1132	3,9%
Total	39,8%	5197	2,3%

Source : DPS/Ruyigi Mars 2006

10.5. SITUATION SUR LE VIH/SIDA

En se référant au tableau 12.4 de la CPLS/Ruyigi, la commune Bweru dispose d'un centre de dépistage à Busoro. Sur 108 personnes dépistées en 2005, seulement une femme a été contrôlée positive.

Tableau n° 10.4 : Données sur le VIH SIDA

Communes	Centres dépistage	Nombre de dépistés			Nombre de séropositifs		
		H	F	T	H	F	T
Butaganzwa	C.Muriza	241	235	476	4	6	10
Butezi	C.Butezi	316	339	655	3	8	11
Bweru	C.Busoro	58	50	108	0	1	1
Gisuru	C.Gisuru	190	166	356	11	8	19
Ruyigi	SWAA et C.Rusengo	1.028	882	1.910	67	54	121
Total	6	1.833	1.672	3.505	85	77	162

Source : CPLS/Ruyigi 2005

10.6. SITUATION SUR LES IST

En se référant au tableau 10.5 de la DPS/Ruyigi, les données sur les infections sexuellement transmissibles de la commune se présentent comme suit :

- Les femmes sont les plus touchées par les IST. En effet, des 100 personnes infectées de la commune, 67 cas concernent les femmes ;
- L'effectif des personnes infectées par IST de la commune représente 5,8% des infectés de la province ;
- Les femmes de la commune représentent, elles seules, 3,9% des cas d'IST recensés dans la province.

Tableau 10.5 : Données sur les IST

Communes	Nombre de cas d'IST		
	H	F	T
Butaganzwa	121	163	284
Butezi	89	152	241
Bweru	33	67	100
Gisuru	81	84	165
Kinyinya	79	128	207
Nyabitsinda	219	289	508
Ruyigi	70	133	203
Total	692	896	1.708

Source : DPS/Ruyigi mars 2006

10.7. MEDECINE TRADITIONNELLE

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la province sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles consignés dans le tableau 10.6.

La commune Bweru est parmi les plus nanties de toute la province, avec ses 45 tradithérapeutes et 89 accoucheuses traditionnelles officiellement reconnus. Elle se positionne au troisième rang, sur le plan provincial, eu égard de l'importance numérique des tradithérapeutes (14%) et deuxième (52%) quant aux accoucheuses traditionnelles.

Le recours au guérisseur est particulièrement évident pour les malades habitant loin des centres de santé et sans moyens financiers.

En outre, la conception traditionnelle de toute maladie comme un mauvais sort jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

Tableau 10.6: Situation de la médecine traditionnelle dans la commune Bweru

Communes	Tradithérapeutes connus officiellement	Accoucheuses traditionnelles Formées sans Kit
1. Butaganzwa	76	93
2. Butezi	13	39
3. Bweru	45	89
4. Gisuru	70	62
5. Kinyinya	39	42
6. Nyabitsinda	38	55
7. Ruyigi	35	38
Total	316	418

Source : DPS/Ruyigi Mars 2006

10.8. INTERVENANTS

- Direction Provinciale de la Santé ;
- CNLS, SWAA : Lutte contre le SIDA ;
- GTZ/APRS : Construction centres de santé

10.9. PRINCIPALES CONTRAINTES ET ACTIONS A MENER

10.9.1. Contraintes

- L'insuffisance des structures de soins et des ressources humaines ;
- L'absence de centre de dépistage du VIH/SIDA ;
- L'absence' encadrement des tradipraticiens et accoucheuses traditionnelles.

10.9.2. Stratégies / actions à mener

- Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant ;
- Recycler, sensibiliser et motiver le personnel soignant ;
- Appuyer techniquement et financièrement le personnel soignant ;
- Promouvoir les soins préventifs ;
- Construction de nouvelles infrastructures sanitaires

CHAPITRE XI: APPROVISIONNEMENT EN EAU

L'approvisionnement se fait par des sources aménagées, par des puits ou des forages et par les adductions d'eau gravitaire. Le captage des eaux à partir des cours d'eau existants ne se fait pas car le système de pompage est onéreux et difficile à entretenir.

11.1. DESSERTE EN EAU POTABLE

La commune Bweru ne répond pas aux normes exigées par l'OMS à savoir ; un point d'eau tous les 500 mètres.

En se référant au tableau 11.1 qui fait état de desserte en eau, 4.359 ménages de la commune, soit environ 57,9 % des ménages de la commune, utilisent des points d'eau. Ce même effectif représente 13,4 % des ménages de la province utilisant les points d'eau. La commune se range quatrième de la province quant au nombre des points d'eau fonctionnels avec 137 points, soit environ 10.6 % des points d'eau de la province.

Tableau 11.1. Desserte en eau potable de la province en 2005

Communes	Nombre de ménages	Ménages utilisant points d'eau fonctionnels	Points d'eau fonctionnels	Ménages par point d'eau	Superficie en Km ²	Points d'eau par 500 m
Butaganzwa	13.255	7.911	408	19	342	1
Butezi	7.352	4.843	302	16	334	1
Bweru	7.526	4.359	137	32	343	0,4
Gisuru	16.544	2.693	84	32	535	0,15
Kinyinya	10.015	4.008	29	138	267	0,10
Nyabitsinda	9.529	2.647	77	34	228	0,33
Ruyigi	10.545	5.859	252	23	289	0,9
Total	74.766	32.320	1.289	25	2.338	0,55

Source : Coordonnateur Provincial de RCE/Ruyigi/2006

N.B. Les points d'eau comprennent les sources aménagées, les bornes fontaines publiques et les puits.

11.2. RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU

La commune dispose de 9 réseaux d'adduction d'eau (Kirambi, Mubavu, Gasenyi, Busoro, Busuma, Kayongozi, Nkanda, Nyamugari, Caga) d'une longueur totale de 110,64 km.

Le tableau 11.2 donne la situation actuelle des réseaux d'adduction d'eau de la province.

Tableau 11.2. Réseaux d'adduction d'eau

Communes	Nombre de réseaux	Linéaire/Km	Total Bornes Fontaines	Bornes fontaines fonctionnelles	Bornes fontaines non fonctionnelles
Butaganzwa	5	19,5	40	29	11
Butezi	12	21,7	63	54	9
Bweru	9	110,64	177	58	119
Gisuru	12	35,2	52	35	17
Kinyinya	0	0	0	0	0
Nyabitsinda	10	44,1	75	54	21
Ruyigi	11	-	96	38	58
Total	59	120,5	503	268	235

Source : CPRCE/Ruyigi/2006

La commune totalise 177 bornes fontaines, soit environ 35% de la province. De ces 177 bornes, 58, soit environ 32,7 % des bornes fonctionnent.

11.3. GESTION ET ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES D'EAU

La gestion est assurée par la Régie Communale de l'Eau mise en place par la Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales. Elle avait cessé de fonctionner avec la crise, mais elle reprend progressivement de service.

Le Fontainier Communal et les usagers des points d'eau ne jouent plus leurs rôles respectifs, par manque de moyens pour le fontainier et par manque d'encadrement/sensibilisation pour les usagers qui doivent contribuer à l'entretien de ces infrastructures.

11.4. INTERVENANTS

GTZ/APRS ; LVIA ; PADCO/OTI ; IRC ; HCR ; UNICEF ; ACF.

11.5. LES PRINCIPALES CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

11.5.1. Les contraintes

- L'insuffisance des ressources;
- La mauvaise gestion de la Régie Communale de l'Eau ;
- L'ignorance des techniques de captage des cours d'eau pourtant existants ;
- Le manque de motivation des bénéficiaires pour l'entretien ou la réparation des infrastructures défectueuses ;
- L'absence de captage des cours d'eau existants pour alimentation en eau potable.

11.5.2. Les potentialités

La commune dispose de beaucoup de potentialités en eau non encore exploitées : les sources d'émergences, les eaux de nappe phréatique pour les forages. L'alimentation en eau peut se faire par gravité car le relief escarpé s'y apprête. Là où le captage par gravité s'avère difficile, envisager le captage par pompage dans les cours d'eau ou installer le système de collecte des eaux pluviales.

11.5.3. Perspectives

- Rechercher et vulgariser les techniques appropriées de mise en valeur de tous les types de ressources en eau existantes dans la commune. La priorité est d'alimenter les hôpitaux, les centres de santé, les écoles primaires et secondaires, bref tous les établissements publics en eau potable ;
- Sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau ;
- Redynamiser la Régie Communale de l'Eau ;
- Réhabiliter toutes les infrastructures d'eau détruites défectueuses ;
- Reboiser les bassins versants et collines dénudées pour préserver le potentiel hydrique de la province ;
- Juguler les feux de brousse et tous les éléments nocifs à l'environnement.

CHAPITRE XII : EDUCATION

Le système éducatif de la commune se caractérise par des disparités dans l'implantation des infrastructures scolaires à travers les collines, par une insuffisance en personnel enseignant en quantité et en qualité, par une insuffisance des salles de classes, par un manque de matériel didactique et pédagogique, par des équipements adaptés...

L'enseignement primaire comprend 17 écoles dont 15 à cycle complet et l'enseignement secondaire 3 collèges communaux dont 2 à cycle complet. Ces collèges sont implantés dans trois collines de la commune Bweru : Busoro, Kirambi et Kanisha.

La répartition de toutes ces écoles est illustrée sur la carte des infrastructures scolaires ci-dessous.

12.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

12.1.1. Situation des écoles primaires

En se référant au tableau 12.1 ci-dessous, les 17 écoles de la commune totalisent un effectif de 7.554 élèves répartis dans 96 salles de classe, soit un ratio moyen de 79 élèves/classe alors que les normes requises sont de 30 élèves/classe.

L'école primaire de Kayongozi enregistre le ratio élèves/salle le plus faible : 57 et pour le ratio élèves/enseignant, c'est l'école primaire de Gatwaro qui est favorisée avec 41 élèves/enseignant. L'école primaire de Kabanga est la plus défavorisée quant au nombre de salles avec 114 élèves/salle et l'école primaire de Bweru enregistre le ratio élèves/enseignants le plus élevé de la commune : 67 élèves/enseignant.

Les deux ratios moyens de 79 élèves/classe et de 54 élèves/enseignant démontrent en suffisance qu'il faut construire les nouveaux établissements et augmenter le nombre d'enseignants.

Les rapports élèves filles/garçons et femmes/hommes enseignants sont renseignés dans le tableau XII.1 en annexe.

Ils se présentent comme suit :

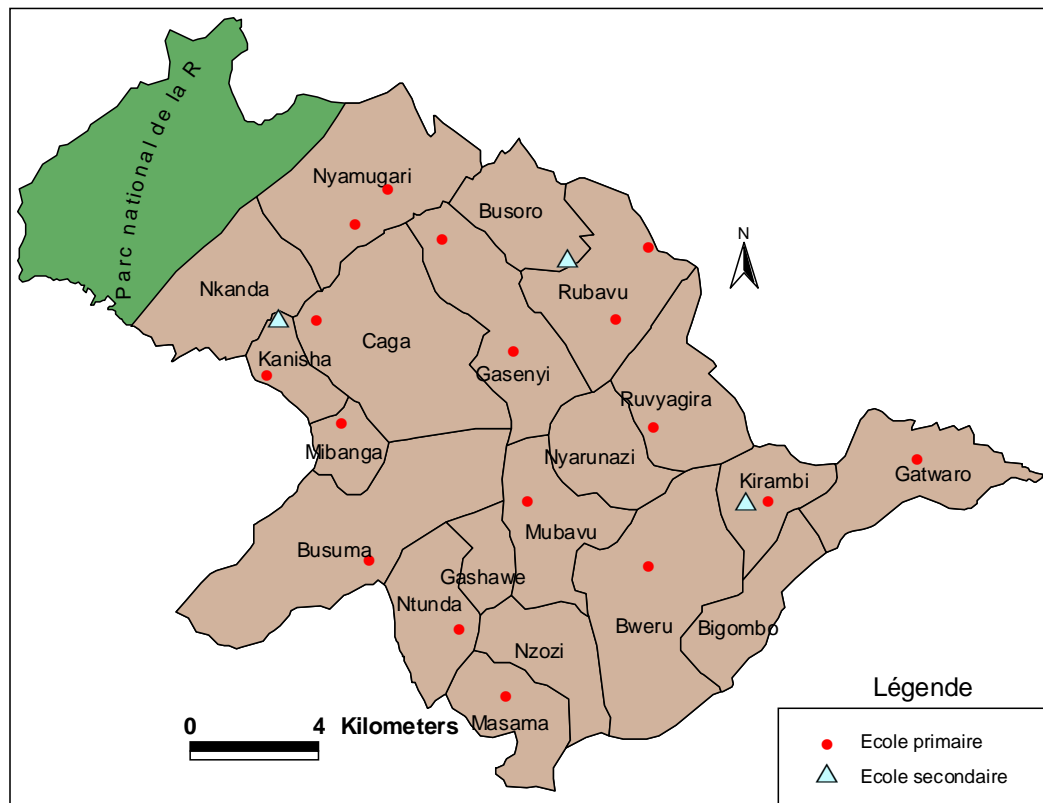
- Sur les 7.554 élèves de l'école primaire, 3.747 sont des filles, soit 49,6% de l'effectif total des élèves ;
- Sur 141 enseignants, 58 sont des femmes, soit 41% du total des enseignants.

Tableau 12.1 : Situation des écoles primaires dans Bweru (2005-2006)

Zones	Nom de l'école	Colline d'implantation	Nombre Salles	Ecoles à cycle complet	Effectifs	Ens.	Ratio élev/sal	Ratio élev/ens.
Kayongozi	Kayongozi	Kanisha	12	X	679	13	57	52
	Kanisha	Caga	6	X	402	8	67	50
	Kabanga	Nyamugari	3	X	343	8	114	43
	Nyarunazi	Nyamugari	6	X	393	6	66	66
	Mibanga	Mibanga	4	X	355	6	89	59
	Busuma	Busuma	6	X	235	6	39	39
Busoro	Busoro	Rubavu	8	X	698	12	87	58
	Gasenyi	Gasenyi	6	X	661	11	110	60
	Nyakivumu	Rubavu	2	X	108	2	54	54
	Buhevyi	Buhevyi	1		81	1	81	81
Kirambi	Kirambi	Kirambi	6	X	647	9	108	72
	Gatwaro	Gatwaro	6	X	367	9	61	41
	Ruvyagira	Ruvyagira	7	X	420	7	60	60
Mubavu	Mubavu	Mubavu	8	X	714	13	89	55
	Ntunda	Ntunda	6	X	559	16	93	35
	Bweru	Bweru	6	X	599	9	100	67
	Masama	Masama	3		304	5	101	61
Total	17	17	96	15	7554	141	79	54

Source : Chargé de la Carte Scolaire/Ruyigi mars 2006

Carte des infrastructures scolaires 2005-2006



12.1.2. Situation des écoles secondaires

La commune Bweru dispose de 3 Collèges Communaux situés à Busoro, Kirambi et Kanisha. Les Collèges Communaux de Bweru (Kirambi) et de Kayongozi (Kanisha) sont à cycle complet.

Il ressort du tableau 12.2 que les 3 écoles secondaires de la commune Bweru totalisent un effectif de 709 élèves pour un nombre de 14 salles de classe, soit un ratio moyen de 51 élèves/classe. Aussi, le ratio moyen de 51 élèves/enseignant reste élevé.

Des 709 élèves, 280 sont des filles, soit 39,4% de l'effectif total des élèves (cf tableau XII.2 en annexe).

Tableau 12.2. : Situation des écoles secondaires dans Bweru (2005-2006)

Zones	Nom de l'école	Colline d'implantation	Nombre de salles	Ecole à cycle complet	Effectifs	Enseignants	Ratio élèv/salle	Ratio élèv/ens.
Busoro	CoCo Busoro	Busoro	1	-	44	3	44	15
Kirambi	CoCo Bweru	Kirambi	5	x	232	5	46.4	46.4
Kayongozi	CoCo Kayongozi	Kanisha	8	x	433	6	54	72
Total	3		14		709	14	51	51

Source : Chargé de la Carte Scolaire/Ruyigi mars 2006

12.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL

L'enseignement informel englobe les écoles Yagamukama, les écoles de métiers et les centres d'alphabétisation des adultes.

12.2.1. Ecoles religieuses/Yagamukama

Les écoles Yagamukama sont encadrées par l'Eglise Catholique. Pendant plusieurs années, elles ont contribué dans la baisse de scolarisation. En effet, les parents préféraient y envoyer leurs enfants car les enseignements y étaient gratuits. Les filles en ont été victimes plus que les garçons. Aujourd'hui, fort heureusement, ces écoles sont en phase de disparition progressive pour laisser place à l'éducation formelle.

La commune compte 3 écoles Yagamukama avec 2 à cycle complet et un effectif de 409 élèves dont 231 filles (56,4%) dans 5 salles de classes. Les ratios moyens sont de 82 élèves/salle ainsi que 29 élèves/enseignants.

Les enseignants sont au nombre de 14 tous des hommes.

Tableau 12.3. Situation des écoles Yagamukama dans Bweru (2005-2006)

Zones	Nom de l'école	Colline d'implantation	Nombre salles	Ecole Cycle complet	Effectifs	Ens.	Ratio élév/sal	Ratio élév/ens.
Kayongozi	Kayongozi	Kanisha	2	X	25	3	13	9
Kayongozi	Nyarunazi	Nyamugari	1	-	23	1	23	23
Busoro	Busoro	Busoro	2	X	361	10	181	37
Total	3		5	-	409	14	82	29

Source : Chargé de la Carte Scolaire/Ruyigi mars 2006

12.2.2. Centres d'alphabétisation

La commune recense 19 centres d'alphabétisation avec 20 salles de cours ; 538 alphabétisés dont 295 filles (54,8%) et 26 alphabétiseurs

Le ratio élèves/salle est de 27 tandis que le ratio élèves/enseignant est de 21.

Tableau 12.4 : Situation des centres d'alphabétisation dans Bweru (2005-2006)

Zones	Centre d'alphabétisation	Colline d'implantation	Nombre salles	Effectifs	Enseig.	Ratio élèves/sal.	Ratio élèves/Ens.
Kayongozi	Kayongozi	Kanisha	1	26	1	26	26
	Mibanga	Mibanga	1	22	1	22	11
	Nyamugari	Nyamugari	1	27	1	27	27
	Caga I	Caga	1	20	1	20	20
	Caga II	Caga	1	18	1	18	18
	Busuma	Busuma	1	46	2	46	23
Kirambi	Gatwaro	Gatwaro	1	26	2	26	13
	Kirambi	Kirambi	1	20	1	15	15
	Ruvyagira	Ruvyagira	1	38	2	20	10
	Nyarunazi	Nyarunazi	1	28	2	21	11
	Bigombo	Migabo	2	41	2	12	12
Busoro	Kigabiro	Gasenyi	1	-	-	-	-
	Busoro	Busoro	1	16	1	16	16
Mubavu	Mubavu	Mubavu	1	35	2	35	18
	Gashawe	Gashawe	1	40	2	40	20
	Ntunda	Ntunda	1	35	1	16	16
	Bweru	Bweru	1	33	1	33	33
	Masama	Masama	1	29	2	29	29
	Nzozzi	Nzozzi	1	38	2	19	19
Total	19	18	20	538	26	27	21

Source : DPE/Ruyigi mars 2006

12.3. INTERVENANTS

UNICEF ; HCR ; DPE

12.4. STRATEGIES/ACTIONS A MENER

- Octroyer au Chargé de la carte scolaire le moyen de déplacements afin de bien suivre et contrôler les activités de la commune ;
- Recruter le personnel enseignant qualifié et suffisant ;
- Construire 9 écoles primaires supplémentaires ;
- Créer une école secondaire supplémentaire;
- Construire 2 inspections d'écoles primaires.

CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT

13.1. JEUNESSE

13.1.1. Situation de la jeunesse

La commune est caractérisée par une jeunesse désœuvrée et non scolarisée, mais qui participe activement au maintien de la paix et aux activités de développement de la commune en se groupant en diverses associations.

13.1.2. Encadrement des jeunes

C'est à travers plusieurs associations éparpillées à travers la commune que s'effectue l'encadrement pour la promotion et l'auto-prise en charge des jeunes. Les types d'associations sont aussi diversifiés que leurs domaines d'intervention (voir tableau 14.1. ci-dessous).

Tableau 13.1. Structure d'encadrement des jeunes dans la commune Bweru

Nom des organisations d'encadrement des jeunes	Type de structures d'encadrement	Domaines d'intervention	Nombre des jeunes encadrés		
			G	F	Total
C.D.F	Structure étatique	- Couture	1	1	2
		- Agri- Elevage	0	5	5
		- Agriculture	0	13	13
D.P.A.E	Structure étatique	- Lutte contre le Sida	3	4	7
		- Agri- Elevage	42	18	60
		- Elevage	24	2	26
A.C.F	ONG	- Agri- Elevage	63	27	90
		- Agriculture	65	25	90
		- Couture	0	14	14
SOPRAD	ONG de la Diocèse	- Agri- Elevage	0	12	12
A.F.V.P	Association	Fabrication des tuiles	8	0	8
PAROISSE	Confession religieuse	- Agriculture	14	10	24
L.V.I.A	ONG	Agriculture, Commerce et Couture	0	7	7
B.D.D.R	ONG locale	- Agriculture	15	60	75

Source : Administration locale

13.2. SPORT

13.2.1. Généralités

Le sport le plus pratiqué est le football. Ce sport contribue beaucoup à rapprocher les jeunes des différentes communautés de la commune dans le cadre de consolidation de la paix.

Il existe un bon nombre de clubs de football (parmi lesquels de clubs féminins) avec statut et règlement d'ordre intérieur.

La commune détient des terrains de football non équipés et en mauvais état. Ces terrains sont répartis dans les collines suivantes : Kirambi, Kayongozi, Busoro, Mubavu.

Toutes ces infrastructures ne sont pas équipées et sont en mauvais état.

13.3. CULTURE

13.3.1. Généralités sur la culture

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours de temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc...

L'« Umutsibo » est une danse folklorique propre à la région du Buyogoma dont fait partie la commune Bweru.

13.3.2. Patrimoine culturel

Le patrimoine culturel constitue l'ensemble des éléments matériels et non matériels qui contribuent à maintenir et à développer l'identité culturelle d'un peuple ou d'une communauté dans le temps et dans l'espace. Il s'agit des sites historiques, des monuments, des musées, des espaces culturels, des centres de lecture et d'animation culturel.

Dans la commune Bweru, il n'y a qu'un Centre pour jeunes au niveau communal non équipé et en mauvais état.

13.4. PRINCIPALES CONTRAINTES

- Le manque des moyens financiers pour l'agrément des statuts ;
- Les difficultés pour obtenir les documents de reconnaissance (statuts),
- L'absence d'encadreurs professionnels ;
- L'insuffisance d'équipements pour les clubs ;
- Le manque des moyens pour l'entretien des infrastructures sportives ;
- Les dimensions des terrains non conformes aux normes ;
- L'insuffisance d'infrastructures culturelles.

13.5. PERSPECTIVES

- Encadrer la population jeune et adulte pour lutter contre les mauvais comportements;
- Créer davantage de clubs organisés et les former ;
- Dégager des espaces pour la construction des infrastructures ;
- Faire appel aux techniciens qualifiés pour la formation et l'encadrement des jeunes.

CHAPITRE XIV : JUSTICE

14.1. GENERALITES

La commune Bweru dispose, à l’instar de toutes les communes de la province, d’un Tribunal de Résidence.

En matière civile, les juridictions sont épaulées par le Conseil des Notables ou des Bashingantahe présents sur chaque colline de recensement.

Sur base de l’article 37 de la loi communale, lors des règlements des litiges civils sur les collines, les Bashingantahe traditionnels investis doivent obligatoirement siéger ensemble avec les conseillers collinaires.

Les affaires couramment traitées par les services judiciaires sont civiles et pénales.

En matière civile, le gros des affaires enregistrées dans les juridictions sont relatives aux propriétés foncières (succession, contrats de vente irréguliers, ...).

En matière pénale, les infractions fréquentes sont surtout les vols qualifiés, les viols avec violence, les assassinats, vols, pillage, ...

Le Tribunal de Résidence de Bweru dispose de trois juges, de trois greffiers et de trois assesseurs.

Son local est en mauvais état.

14.2. LA JUSTICE GRACIEUSE

14.2.1. Généralités

La justice gracieuse est l’une des institutions auxiliaires de la justice. Elle est rendue par le Conseil des Notables de la colline (les Bashingantahe), en collaboration avec les conseillers collinaires. Ce conseil est institué sur toute l’étendue du territoire.

La composition du Conseil des Notables de la colline et la procédure suivie sont fixées par les usages locaux sous réserve du respect des règles relatives à la récusation, au secret professionnel et à l'ordre public. Les membres accomplissent leur travail à titre bénévole.

14.2.2. Rôle des Notables

Le Conseil des Notables est chargé de concilier les parties en litige. A l'issue du procès, il remet aux parties une copie du procès-verbal de l'instance comprenant les mentions suivantes :

- L'identité des parties ;
- L'objet du litige ;
- Les témoins entendus avec le résumé de leurs dépositions ;
- L'arrangement proposé ;
- Le P.V de l'instance des notables n'est plus obligatoire.

14.2.3. Nature des litiges

Le Conseil des Notables donne son avis préalable sur toutes les affaires civiles de la compétence des tribunaux de résidence.

Il s'agit entre autres des conflits entre époux, conflits de propriétés, ...

Il lui est interdit de procéder à des arrangements touchant à la compétence judiciaire répressive.

14.2.4. Liens avec les juridictions

Les justiciables ont le libre choix d'intenter leur action soit au conseil des notables qui collabore avec le conseil de colline, soit saisir directement le Tribunal de Résidence.

Toutefois, le tribunal n'est pas lié par l'arrangement proposé par le Conseil des Notables de la colline et le conseil de colline, sauf pour la vérification des déclarations des parties et des dépositions des témoins.

Contrairement à la pratique des juridictions, l'arrangement proposé par le Conseil des Notables de la colline n'a pas l'autorité de la chose jugée et ne peut être exécuté par voie forcée. La procédure devant cette institution ne donne lieu à aucun frais de justice.

14.3. INTERVENANTS

Commune ; RCN Justice et Démocratie ; GTZ.

14.4. PRINCIPALES CONTRAINTES ET ACTIONS A MENER

14.4.1. Contraintes

- La lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- La complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- Le personnel insuffisant et non qualifié;
- L'insuffisance du mobilier et matériel de bureau ;

14.4.2. Stratégies/actions à mener

- Accroître l'effectif du personnel ;
- Former les magistrats et les greffiers compétents ;
- Doter le tribunal des outils modernes de travail notamment les ordinateurs, les photocopieuses, etc.

CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DU DEVELOPPEMENT

15.1. PRINCIPAUX FACTEURS FAVORABLES AU DEVELOPPEMENT

La commune détient plusieurs avantages pouvant permettre son développement. En effet, ses conditions édapho-climatiques favorisent le développement des cultures de la banane et de la patate douce pour lesquelles la commune est première productrice dans la province.

La commune Bweru détient les plus importants effectifs des bovins ainsi que les superficies boisées de la province.

D'autres atouts et non de moindres sont, entre autres :

- La présence, quoiqu'en mauvais état, d'un centre semencier ;
- La présence des infrastructures zoo-sanitaires ;
- Le potentiel forestier le plus important de la province ;
- Une bonne connaissance par la population des techniques de reboisement
- La présence des matériaux de construction : argile, sable, moellon et latérite ;

15.2. PRINCIPALES CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT

- L'enclavement de la commune et l'insuffisance des moyens de transport ;
- L'inefficacité de la plupart des services étatiques d'encadrement (insuffisance des effectifs, manque de recyclages et d'équipement, salaires modiques...) ;
- L'insuffisance des intrants agricoles : semences améliorées, fumier, engrais...
- La dégradation des sols causée par l'érosion et le déboisement ;
- Les difficultés pour l'acquisition des produits et matériels vétérinaires;
- La destruction de l'environnement par des pratiques agricoles non appropriées, la coupe incontrôlée de bois, les feux de brousse...
- Le manque de financements pour les activités de développement ;
- La faiblesse des prix au producteur et du pouvoir d'achat de la population ;
- Les difficultés d'approvisionnement en eau potable occasionnant ainsi la recrudescence des maladies diarrhéiques et d'origine hydrique ;
- L'insuffisance et l'état de délabrement des infrastructures à caractère social (centres de santé, écoles, infrastructures sportives, centres récréatifs ...)

15.3. STRATEGIES ET ACTIONS A DEVELOPPER

Les stratégies et actions pour développer la commune Bweru seront consignées dans le Plan Communal de Développement, lequel plan devra être inscrit dans le Plan de Développement Provincial.

Cette commune Bweru est, sur le plan provincial, la première productrice de la banane et de la patate douce

Ces deux cultures, qui y rencontrent des conditions favorables à leur développement, feront l'objet d'une attention particulière et de grandes interventions dans le programme de développement de la commune Bweru. En effet, la demande de la banane est de plus en plus demandée dans tout le pays pour remplacer le manioc qui disparaît sous l'effet de la Mosaïque ; les boutures de la patate douce sont recherchées dans les provinces qui ont vécu la sécheresse ces dernières années.

L'augmentation de ces spéculations devra être l'une des missions à assigner à la commune de Bweru. Concernant les autres spéculations, les efforts seront menés pour conserver et/ou augmenter leurs productions actuelles.

La deuxième mission concernera le développement de l'élevage des bovins. C'est dans Bweru qu'est concentré les vaches de la province. Les interventions porteront donc sur le repeuplement du cheptel par l'introduction des géniteurs de races améliorées.

L'accent sera également mis sur le développement de petits ruminants dont la reproduction rapide et nombreuse assurera la source de la protéine animale à la population.

Le reboisement pour la reconstitution du capital forestier, pour la restauration de la fertilité des sols et pour la lutte contre les érosions constitue la troisième mission de la commune.

Les stratégies et actions à développer sont résumées dans le tableau XV.1. en annexe.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Bweru est située au Nord de la province de Ruyigi. Elle a une superficie estimée à 343,22 km², soit 14,6% de la province (2.338.88 km²) et 1.2% du pays (27.834 km²).

Elle est délimitée au Nord par la commune Mutumba de la province Karusi; au Sud par les communes Ruyigi et Gisuru ; à l'Est par la commune Cankuzo de la province Cankuzo et à l'Ouest par la commune Butezi.

Elle est située dans la région naturelle de Buyogoma qui se caractérise par une altitude moyenne comprise entre 1.500 m et 1.700 m, une pluviométrie moyenne annuelle d'environ 1.200 mm, les températures moyennes se situant entre 11°C et 26°C.

Le relief présente des pentes relativement faibles et les sols une forte tendance à l'acidité.

Sur le plan agricole, la commune Bweru est, au niveau provincial, la première commune productrice des cultures de la banane et de la patate douce.

Sur le plan de l'élevage, la commune a bonne tradition de l'élevage des bovins, en témoigne l'effectif des vaches, le premier de la province.

La commune dispose des ressources forestières suffisantes pour couvrir ses besoins aussi bien en bois d'œuvre qu'en bois de chauffe et de charbon. Les coupes anarchiques, les feux de brousse, l'érosion...sont autant des problèmes que connaît la commune.

Cependant, ces potentialités ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où les contraintes au développement, ci-haut énumérées, étaient supprimées.

Supprimer ces contraintes implique une mise sur pied des stratégies et actions adéquates qui tiennent compte des préoccupations de la base : Elus locaux, les populations bénéficiaires, les autorités et services étatiques décentralisés, ONGs, les associations paysannes, les confessions religieuses

Ces stratégies seront consignées dans un Plan Communal de Développement, lequel plan devra être inscrit dans un Plan de Développement Provincial.

Le Plan de Développement de la commune Bweru intégrera « l'Aire de Développement Buyogoma » et mettra l'accent sur :

- a) L'augmentation de la production des cultures de la banane et de la patate douce ;
- b) Le repeuplement du cheptel bovin par l'introduction des géniteurs des races améliorées ainsi que sur le développement de l'élevage de petits ruminants à cycle court dont la reproduction rapide et nombreuse assure à la population une source de la protéine animale.
- c) Le reboisement pour la reconstitution du capital forestier, pour la restauration de la fertilité des sols et pour la lutte contre les érosions constituera la troisième mission de la commune.
- d) La réhabilitation/construction des infrastructures.
- e) Autres missions qui seront déterminées lors de l'élaboration du Plan Communal de Développement.

La présente monographie permet de mieux appréhender la situation des différents secteurs socio-économiques de la commune. Elle pourra servir de support pour opérer des choix judicieux des actions à mettre en œuvre au niveau des facteurs les plus contraignants en vue d'imprimer un nouvel élan au développement de la commune.

BIBLIOGRAPHIE

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEERU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEERU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. PNUD/UNOPS : Monographie de la province de la province du Sud Kivu (RDC) 1998.
18. DPAA/Ruyigi : Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Ruyigi (2001-2003) ; août 2000.
20. PADCO
21. HCR
22. GTZ : Présentation du Projet « Appui au Programme Burundais de Réinsertion et de Réintégration » APRS.

ANNEXES

Annexe 1

Tableau XII.1 : Situation des écoles primaires dans Bweru (2005-2006)

Zones	Ecoles	Colline d'implantation	Nombre de salles	Ecole		Effectifs			Nombre d'enseignants			Ratio élèves/classe	Ratio élèves/Maître
				CC	CI	G	F	T	H	F	T		
Kayongozi	Kayongozi	Kanisha	12	X	-	317	362	679	2	11	13	57	52
	Kanisha	Caga	6	X	-	213	184	402	2	6	8	67	50
	Kabanga	Nyamugari	3	X	-	178	165	343	7	1	8	114	43
	Nyarunazi	Nyamugari	6	X	-	207	186	393	5	1	6	66	66
	Mibanga	Mibanga	4	X	-	192	163	355	5	1	6	89	59
	Busuma	Busuma	6	X	-	114	121	235	6	0	6	39	39
Busoro	Busoro	Rubavu	8	X	-	342	356	698	7	5	12	87	58
	Gasenyi	Gasenyi	6	X	-	346	315	661	6	5	11	110	60
	Nyakivumu	Rubavu	2	X	-	55	53	108	2	0	2	54	54
	Buhevyi	Buhevyi	1		X	33	48	81	1	0	1	81	81
Kirambi	Kirambi	Kirambi	6	X	-	301	346	647	2	7	9	108	72
	Gatwaro	Gatwaro	6	X	-	180	187	367	3	6	9	61	41
	Ruvyagira	Ruvyagira	7	X	-	231	189	420	4	3	7	60	60
Mubavu	Mubavu	Mubavu	8	X	-	354	360	714	8	5	13	89	55
	Ntunda	Ntunda	6	X	-	296	263	559	10	6	16	93	35
	Bweru	Bweru	6	X	-	301	298	599	5	4	9	100	67
	Masama	Masama	3		X	150	154	304	5	0	5	101	61
Total	17	17	96	15	2	3807	3747	7554	83	58	141	79	54

Source : Chargé de la Carte Scolaire/Ruyigi mars 2006

Annexe 2

Tableau XII.2. : Situation des écoles secondaires dans Bweru (2005-2006)

Zones	Ecoles	Colline d'implantation	Nombre de salle	Ecole		Effectifs			Nombre d'enseignants			Ratio élèves/classe	Ratio élèves/Enseignant
				CC	CI	G	F	T	H	F	T		
Busoro	CoCo Busoro	Busoro	1	-	x	24	20	44	3	0	3	44	15
Kirambi	CoCo Bweru	Kirambi	5	x	-	134	98	232	5	0	5	46.4	46.4
Kayongozi	CoCo Kayongozi	Kanisha	8	x	-	271	162	433	6	0	6	54	72
Total	3		14			429	280	709	14	0	14	51	51

Source : Chargé de la Carte Scolaire/Ruyigi mars 2006

Annexe 3

Tableau XII.3. : Situation des écoles Yagamukama dans Bweru (2005-2006)

Zones	Ecoles	Colline implantation	Nbre de salles	Ecole		Effectifs			Nombre d'enseignants			Ratio Elèves/ classes	Ratio Elèves/Enseignants
				C.C	C.I	G	F	T	H	F	T		
Kayongozi	Kayongozi	Kanisha	2	x	-	12	13	25	3	0	3	13	9
Kayongozi	Nyarunazi	Nyamugari	1	-	x	7	16	23	1	0	1	23	23
Busoro	Busoro	Busoro	2	x	-	159	202	361	10	0	10	181	37
Total	3		5	-	-	178	231	409	14	0	14	82	29

Source : DPE/Ruyigi mars 2006

Annexe 4

Tableau XII.4 : Situation des centres d'alphabétisation dans Bweru (2005-2006)

Commune	Zones	Centre d'alphabétisation	Colline d'implantation	Nombre de salles	G	F	T	Nombre d'enseignants	Ratio élèves/classe	Ratio élèves/Enseignants
Bweru	Kayongozi	Kayongozi	Kanisha	1	8	18	26	1	26	26
		Mibanga	Mibanga	1	13	9	22	1	22	11
		Nyamugari	Nyamugari	1	10	17	27	1	27	27
		Caga I	Caga	1	8	12	20	1	20	20
		Caga II	Caga	1	8	10	18	1	18	18
		Busuma	Busuma	1	28	18	46	2	46	23
	Kirambi	Gatwaro	Gatwaro	1	11	15	26	2	26	13
		Kirambi	Kirambi	1	2	18	20	1	15	15
		Ruvyagira	Ruvyagira	1	25	13	38	2	20	10
		Nyarunazi	Nyarunazi	1	15	13	28	2	21	11
		Bigombo	Migabo	2	15	26	41	2	12	12
	Busoro	Kigabiro	Gasenyi	1	-	-	-	-	-	-
		Busoro	Busoro	1	9	7	16	1	16	16
	Mubavu	Mubavu	Mubavu	1	16	19	35	2	35	18
		Gashawe	Gashawe	1	18	22	40	2	40	20
		Ntunda	Ntunda	1	16	19	35	1	16	16
		Bweru	Bweru	1	13	20	33	1	33	33
		Masama	Masama	1	12	17	29	2	29	29
		Nzozzi	Nzozzi	1	16	22	38	2	19	19
	Total	4	19	18	20	243	295	538	26	27

Annexe 5

Tableau XV.1. : Stratégies et actions à mener

SECTEURS	ATOUTS/POTENTIALITES	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
1. Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Climat relativement favorable ; - Présence d'un centre semencier ; - conditions favorables aux cultures de banane et patate douce. 	<ul style="list-style-type: none"> - Déficience de l'encadrement technique ; - Carence marquée des principaux intrants ; - Maladies et diverses attaques des cultures par les insectes ; - Absence de crédit agricole. 	<ul style="list-style-type: none"> - Recycler les encadreurs techniques ; - Créer un réseau permanent de distribution des intrants agricoles ; - Réhabiliter le centre semencier ; - Implanter une structure d'octroi de crédit ; - Intensifier les cultures de la banane et patate douce.
2. Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des infrastructures zoo-sanitaires ; - Grande concentration des bovins 	<ul style="list-style-type: none"> - Prédominance du système d'élevage traditionnel ; - Prédominance des animaux de races locales ; - Diverse maladies animales ; - Difficultés dans l'approvisionnement en matériels et produits vétérinaires ; - Délabrement des infrastructures zoo-sanitaires ; - Insuffisance du personnel soignant; - Absence de crédit. 	<ul style="list-style-type: none"> - Introduire des variétés fourragères à haute valeur nutritive ; - Acquérir et introduire des géniteurs améliorés (pratique de l'insémination artificielle) ; - Instaurer un système d'approvisionnement en produits et intrants vétérinaires ; - Réhabiliter les infrastructures zoo-sanitaires ; - Mettre en place un système de crédit pour les éleveurs ; - Développer l'élevage du bovin.

SECTEURS	ATOUTS/POTENTIALITES	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
3. Pisciculture	Présence des étangs piscicoles	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance de la gestion et des pratiques piscicoles ; - Délabrement des étangs existants ; - Aménagement des étangs non conformes aux normes techniques ; - Difficultés d’approvisionnement et de transport des alevins ; - Absence de structure d’encadrement : une seule vulgarisatrice pour toute le province ; - Absence de financement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter les encadreurs au niveau des communes ; - Formation des encadreurs recrutés ; - Réhabiliter les étangs délabrés.
4. Forêts	Présence du personnel technique qualifié	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction des boisements par les feux de brousse ; -Manque de financement ; -Abattage anarchique du bois en quête de l’énergie ligneuse ; - Distribution anarchique des espaces boisés par l’administration territoriale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Procéder à l’inventaire forestier ; - Développer l’agroforesterie; - Introduire les techniques améliorées de carbonisation ; -Traduire en Kirundi les codes forestiers et de l’environnement ainsi que les textes légaux.

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
5. Artisanat	- Présence des projets GTZ/APRS et PADCO encadrant les jeune.	- Absence d'artisans qualifiés pour assurer des formations sur le tas ; - Absence de marché d'écoulement des produits d'artisanat ; - Absence d'école des métiers.	- Renforcer des capacités des associations des artisans ; - Créer et équiper un CEM.
6. Coopératives et Associations d'auto développement	Existence d'un tissu associatif oeuvrant dans plusieurs domaines d'activités,	- Législation lacunaire ; - Faible niveau d'instructions des membres ; - Mauvaise gestion.	- Elaborer les textes légaux et réglementaires sur le mouvement associatif et les traduire en Kirundi ; - Renforcer les capacités des associés en matières de techniques de gestion et d'organisation des associations/coopératives ; - Multiplier le nombre des coopératives de commercialisation des produits agropastorales ; - Octroi de crédit.
7. Approvisionnement	Desserte en eau potable non satisfaisante	- Mauvaise gestion de la Régie Communale de l'eau ; - Ignorance des techniques de captage des cours d'eau ; - Manque d'entretien des infrastructures.	- Etudier et vulgariser des techniques appropriées de la mise en valeur de ressources en eau existantes ; - Redynamiser la RCE.
8. Commerce	- Présence des produits commercialisables,	- Détérioration des voies de communication ; - Absence d'énergie ; - Accès difficile au crédit ; - Manque d'infrastructures appropriées de stockage, de conservation, de conditionnement, de transformation.	- Réhabiliter les infrastructures de communication - Construction des infrastructures de stockage, de conditionnement, de transformation... - Sensibilisation à la création des associations pour la commercialisation ; - Octroi de crédit aux taux d'intérêt acceptable.

SECTEURS	ATOUPS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
9. Santé	- Présence de 5 centres de santé	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'infrastructures sanitaires et d'équipement ; - Insuffisance du personnel soignant ; - Persistance des maladies endémiques, parasitaires, VIH/SIDA, d'origine hydrique, diarrhéique ... - Difficultés dans l'approvisionnement des produits pharmaceutiques ; - Un grand nombre d'accouchements non assistés ; - Manque d'eau courante et électricité dans les infrastructures sanitaires ; - Malnutrition. 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le nombre des structures sanitaires; - Recruter, former le personnel soignant ; - Promotion des soins préventifs ; - Organiser les tradithérapeutes et accoucheuses traditionnelles ; - Appuyer et motiver le personnel soignant ; - Sensibiliser les populations à l'hygiène et au changement de diète ; - Intensifier les campagnes de lutte contre le SIDA et les MST.
10. Education	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'infrastructures scolaires - Présence de plusieurs intervenants dans le secteur 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance ou manque d'infrastructures scolaires adéquates ; - Insuffisance d'enseignants qualifiés ; - Insuffisance de manuels scolaires et matériels didactiques ; - Insuffisance des salles de classe, des pupitres ; - Démotivation du personnel ; - Faible pouvoir d'achat des parents ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Construire 9 écoles primaires supplémentaires ; - Construire une école secondaire préliminaire ; - Equiper les établissements scolaires en manuels scolaires et autres matériels didactiques ; - Implanter des écoles techniques et professionnelles ; - Recruter des enseignants qualifiés et en nombre suffisant ; - Sensibiliser les parents pour encourager la scolarisation des filles ; - Intensifier l'alphabétisation.

SECTEURS	ATOUTS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS
11. Institutions Financières	Circulation de la monnaie suite aux activités commerciales	- Non octroi de crédit par la COOPEC	Favoriser la mise en place des structures de micro-finances
12. Jeunesse	- Présence de plusieurs associations des jeunes ; - Présence de plusieurs intervenants	- Nombreux jeunes non scolarisés et déscolarisés ; - Absence des statuts juridiques pour les associations des jeunes ; - Manque de financement pour les projets des associations des jeunes ; - Manque d'encadreurs qualifiés.	- Octroyer de crédits aux associations des jeunes, - Renforcer les écoles des métiers et des arts, - Multiplier leur nombre ; - Former en organisation et en gestion les associations ; - Légalisation des statuts des associations.
13. Sport	- Présence d'infrastructures sportives spécifiques aux différentes disciplines ; - Les sportifs regroupés en clubs.	- Les structures de gestion et d'entretien des infrastructures n'existent pas ; - Manque d'équipements ; - Insuffisance et mauvais état des infrastructures de sport ; - Pas de budget pour le sport au niveau de la commune ; - L'état des terrains de jeux est mauvais ; - Absence de statuts pour certaines associations sportives provinciales et communales.	- Sensibilisation des jeunes à l'entretien des infrastructures ; - Aménagement de nouvelles infrastructures dans les collines qui en manquent ; - Recrutement des encadreurs qualifiés ; - Implanter des infrastructures de sport dans les collines nécessaires.

SECTEURS	ATOUS	CONTRAINTES	STRATEGIES/ACTIONS A MENER
14. Culture	- Présence d'un centre d'animation culturel,	- Manque d'encadrement des clubs de danse ; - Centre d'animation culturel de la commune mal équipés ; - Manque d'encadrement des associations culturelles.	- Multiplier les espaces culturels à travers les collines ; - Equiper le centre jeunes.
15. Justice	- Présence d'un tribunal de résidence	- Lenteur dans le traitement des dossiers ; - Personnel non qualifié ; - Insuffisance du mobilier et matériel de bureau etc..	- Recruter le personnel qualifié ; - Améliorer les conditions de travail en assurant un salaire consistant au personnel.
16. Habitat	-Plusieurs intervenants dans le secteur ; - Présence des matériaux de construction ; - Disponibilité d'espaces libres pour de nouvelles constructions.	- Habitation sans confort ni salubrité ; - Coûts élevés des matériaux importés ; - Faible pouvoir d'achat de la population.	- Promouvoir des associations de la filière habitat ; - Promouvoir l'artisanat pour augmenter le nombre de maçons et de charpentiers.
17. Transport et Communication	Existence d'un réseau routier	- Délabrement des infrastructures routières ; - Pas de structure de gestion des routes ; - Insuffisance de moyens de transport ; - Manque des pièces de rechange et des produits pétroliers.	- Réhabiliter les routes prioritaires ; - Mettre en place des structures de gestion des routes dans la commune ; - Construire de garages ; - Octroyer de crédit aux transporteurs pour achat des véhicules et pièces de rechange.

Annexe 6

PROCES VERBAL ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE RUYIGI

Ruyigi, le 3 août 2006

L'an deux mille six, le troisième jour du mois d'août, sous la présidence du Gouverneur de la province Ruyigi, se sont réunis pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciales, les conseillers du Gouverneur, les responsables sectoriels provinciaux et communaux, les administrateurs communaux, le chef d'Antenne Provinciale du Plan, les experts du Sous Programme Planification Locale du Programme d'Appui à la Gouvernance ainsi que d'autres acteurs en développement de la province.

Cette validation est intervenue trois semaines après la remise des documents provisoires aux sectoriels provinciaux et communaux pour lecture et correction.

Avant la présente session de validation officielle, des séances des travaux réunissant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux ont eu lieu le mercredi 2 août 2005, pour une pré validation dite validation technique

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

- a. La monographie de la province Ruyigi ;
- b. Les monographies des communes :
 1. Butaganzwa ;
 2. Butezi ;
 3. Bweru ;
 4. Gisuru ;
 5. Kinyinya ;
 6. Nyabitsinda ;
 7. Ruyigi.

La liste des participants est annexée au présent PV.

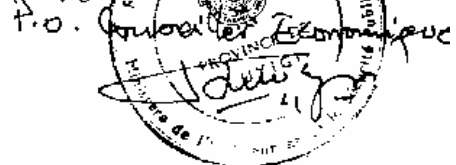
Fait à Ruyigi, le 03/08/2006

Le Chef d'Antenne Provinciale
du Plan à Ruyigi

Le Coordonnateur du SPPL







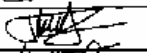

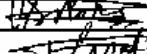

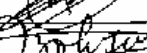
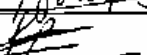

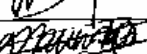
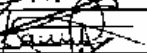

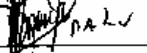


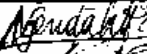
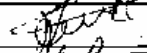

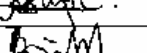
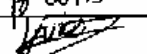
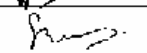




Le Gouverneur de la Province
Ruyigi


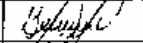
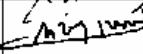
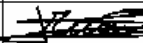


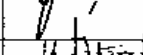
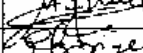

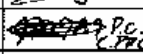
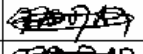
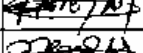
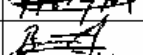
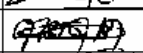

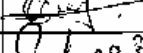
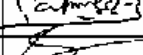
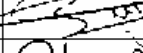










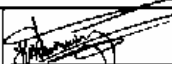
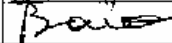

**LISTE DES PARTICIPANTS AUX ATELIERS DE VALIDATION TECHNIQUE
ET OFFICIELLE DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE
DE LA PROVINCE RUYIGI**

N°	Nom et prénom	Fonction	Signature
1	Honorable BUCUMI Moïse	Gouverneur de la Province Ruyigi	
2	NSHIMIRIMANA Cyriaque	Conseiller Economique	
3	NSABIMANA Godeberthe	Conseiller Socio Culturel	
4	SINZOBATOHANA Pierre	Responsable Sécurité Alimentaire	
5	NKEZABAHIZI Emmanuel	Responsable provincial de l'élevage	
6	BARAHAMBARA Gratien	Responsable provincial de la Forêt	
7	MINANI Juliette	Vulgarisatrice de la Pisciculture	
8	NTIRAMPEBA Léonard	Médecin Provincial de la Santé	
9	NIYOYANKUNZE Achel	Coordonnateur Provincial de la RCE	
10	AHISI LAKIYE Sylvain	Chargé de la Carte Scolaire provinciale	
11	NZIZUBUSA Léopold	Inspecteur Régional des Forêts	
12	BIZINDAVYI Pascal	Responsable Provincial de la CDF	
13	NDABARINZE Henri	Officier Inspecteur des finances	
14	NAHAMASABO Dodolin	Président du Tribunal de G. Instance	
15	BUCUMI Augustin	Responsable Provincial de l'E.M	
16	NDORICIMPA Gabriel	Administrateur de la Commune Butezi	
17	SIMBARAKIRA Timothée	Administrateur de la Commune Gisuru	
18	GATEYE Pierre	Administrateur de la Commune Ruyigi	
19	MISAGO François	Administrateur de la Commune Butaganzwa	
20	RUCOBWE Lazare	Administrateur de la Commune Bweru	
21	CANKA Didace	Administrateur de la Commune Nyabitsinda	
22	NSENGIYUMVA Rémy	Administrateur de la Commune Kinyinya	
23	MUGABO Téléphore	Agronome communal de Kinyinya	
24	NDEREYIMANA Jean Marie	Agronome communal de Butezi	

25	NDORERAHO René Pascal	Agronome communal de Butaganzwa	P.O. [Signature]
26	NGENDABANKA Jaffar	Agronome communal de Bweru	[Signature]
27	NIBITANGA Pascal	Agronome communal de Nyabitsinda	[Signature]
28	NZOHABONIMANA Célestin	Agronome Communal de Gisuru	[Signature]
29	BASHIRAHISHIZE B.	Chargé de la Carte Scolaire Ruyigi	[Signature]
30	CAGIYE Léonidas	Chargé de la Carte Scolaire Kinyinya	[Signature]
31	HARUNA Fitina	Chargé de la Carte Scolaire Gisuru	[Signature]
32	NKURIKIYE Juvénal	Chargé de la Carte Scolaire Nyabitsinda	[Signature]
33	SABARUGIRA Révérien	Chargé de la Carte Scolaire Butaganzwa	[Signature]
34	NGENDAKUMANA Janvier	Chargé de la Carte Scolaire Butezi	[Signature]
35	MUIUTU Théodomir	Chef de secteur de Santé Ruyigi	[Signature]
36	GASHIRAHAMWE Gaston	Comptable Communal Kinyinya	[Signature]
37	NIYONKURU Gaspard	Comptable Communal Butaganzwa	[Signature]
38	NYABENDA Jérémie	Comptable Communal Gisuru	[Signature]
39	NYOBEYE Jean	Comptable Communal Nyabitsinda	[Signature]
40	BUDOREYE Nicélate	Comptable Communal Ruyigi	[Signature]
41	NIYOKWIZERA Espérance	Comptable Communal Bweru	[Signature]
42	NGOWE Antoine	Comptable Communal Butezi	[Signature]
43	MUSEGA Michel	Forestier Communal Bweru	[Signature]
44	NIZIGIYIMANA Raymond	Forestier Communal Nyabitsinda	[Signature]
45	NKURUNZIZA Aloys	Forestier Communal Gisuru	[Signature]
46	CIZA Jean Bosco	Forestier Communal Butaganzwa	[Signature]
47	GATERETSE Gaspard	Forestier Communal Butezi	[Signature]
48	BAKUNDUKIZE Paul	Vétérinaire Communal Nyabitsinda	[Signature]
49	BIGIRIMANA Sylvestre	Vétérinaire Communal Kinyinya	[Signature]
50	MABONEZA Alexis	Vétérinaire Communal Ruyigi	[Signature]
51	NDAYONGEJE Faustin	Vétérinaire Communal Butaganzwa	[Signature]
52	NTAKARUTIMANA D.	Vétérinaire Communal Bweru	[Signature]
53	SELEMANI Habib	Vétérinaire Communal Gisuru	[Signature]

54	BIRUTA Fabien	Animateur Social Butaganzwa	
55	SINDAHARAYE Gérard	Animateur Social Butezi	
56	NIYONIZIGIYE Omer	Animateur Social Bweru	
57	NDAYISENGA Spès	Animatrice Sociale Kinyinya	
58	NIYONZIMA Valérie	Animatrice Sociale Ruyigi	
59	MINANI Digne	Animatrice Sociale Gisuru	
60	SINDORANIWE Mathias	Animateur Social Nyabitsinda	
61	BIHIZI Willy	Substitut du Procureur de Ruyigi	
62	GATOFERWA Cyrille	Chargé des infrastructures scolaires	
63	BASHINGWA Elie	Inspecteur Provincial de l'Enseignement de base	
64	NZOHABONAYO Donatien	Chef de poste P.J Ruyigi	
65	NTAVYIBUHA Apollinaire	Responsable du Service National de Renseignement	
66	NDAGERAMIWE Emmanuel	Directeur Provincial de l'Enseignement de Ruyigi	
67	MANIRAKIZA Dieudonné	Directeur National du PSTP/HIMO	
68	KARIWABO Marie Rose	Chef de service d'Etat Civil	
69	NDAYISENGA Laban	Assistant Coordinateur de l'Action Aid	
70	MACUMI Lupien	Chargé de Projet Jeunesse IRC	
71	NIMUBONA Sylvain	Chef d'antenne CADI Ruyigi	
72	NKURIKIYE Jacqueline	Chargée de Suivi Evaluation de CPLS	
73	NGENDA HAYO Elie	Directeur du Lycée Technique Communal Ruyigi	
74	NDIKUMANA Lucien	Directeur de Prison	
75	MUDENDE Isidore	Secrétaire de la commune Bweru	
76	MANIRAMBONA J.Baptiste	Maison Shalom	
77	TANGISHAKA Thérèse	Chef de Service Adjoint de la DPPE	
78	BARUTWANAYO Balthazar	Chef de Service Adjoint Génie Rural	
80	NJEBARIKANUYE Serges	Le correspondant de la radio BONESHA à Ruyigi	
81	BANDIRUBUSA Donatien	Administrateur de la Commune Butezi	

82	BUKURU Maurice	Correspondant Provincial de l'ABP Ruyigi	
83	NYAGASHAHU Bernard	Coordonnateur Provincial CARE	
84	NZEYIMANA Jean Baptiste	Ex- Président du Tribunal de Grande Instance	
85	MUNIMBAZI Chrysanthe	Chef de Service Génie Rural	
86	NDAYIRERESHE Jean Paul	Responsable des Fonds de Développement Communal	
87	CIVYE Bernard	Ex- DPE de Ruyigi	
88	NTAMAVUKIRO Alexis	Ex- DPAB de Ruyigi	
89	MUHUTU Théodomir	Chef de Secteur de santé de Ruyigi	
90	BAZIRUTWABO Gabriel	Chef de Secteur de santé de Kinyinya	
91	BARANSHIKIRIYE Rebecca	Chef de Secteur de santé de Butezi	
92	KANRGENE Justin	Fontainier Communal de Nyabitsinda	
93	BUREGEYA Jean Claude	Fontainier Communal de Butezi	
94	NGENDAKURIYO Bède	Fontainier Communal de Kinyinya	
95	SIMBANDUMWE Joas	Fontainier Communal de Gisuru	
96	BUSHAHU Jean	Fontainier Communal de Ruyigi	
97	NTOROGO Jean Marie	Fontainier Communal de Butaganzwa	
98	MAKOROKA Nicolas	Responsable de l'habitat Nyabitsinda	
99	KWIZERA Espérance	Responsable de l'habitat Butaganzwa	
100	SINDAYIHEBURA Athanase	Président du Tribunal de Résidence Nyabitsinda	
101	BIGIRINDAVYI Hermès	Président du Tribunal de Résidence Ruyigi	
102	KAMANA Balthazar	Président du Tribunal de Résidence Kinyinya	
103	NIMUBONA Claver	Président du Tribunal de Résidence Butaganzwa	
104	NDIMURIRWO Evariste	Président du Tribunal de Résidence Gisuru	
105	KADENDE Stanislas	Président du Tribunal de Résidence Butezi	
106	BIIHOBE Aloys	Président du Tribunal de Résidence Bweru	
107	NIMUBONA Léonidas	Technicien du Génie Rural	

108	A. Paul. IBATA PONDZA	Coordinateur UP Ruyigi/PNUD/PRRSLP	
109	BARAKENGUZA Gaspard	Vétérinaire Communal Butezi	
110	KADABANGANYA Donatien	Agronome Communal Ruyigi	
111	BARABWIRIZA Célestin	Chargé de la Carte Scolaire Bweru	